



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTERE DES FINANCES  
Comité de la Balance  
des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

NIGER 2022





REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTERE DES FINANCES  
Comité de la Balance des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

NIGER 2022

## **TABLE DES MATIERES**

	<b><u>Pages</u></b>
<b>AVANT-PROPOS</b> .....	2
<b>ABREVIATIONS ET SIGLES</b> .....	3
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	4
<b>LISTE DES ENCADRES</b> .....	4
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	5
<b>RESUME</b> .....	6
<b>INTRODUCTION</b> .....	8
<b>I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b> .....	13
1.1. Balance commerciale de biens.....	15
1.1.1. Exportations de biens .....	17
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	21
1.1.2. Importations de biens.....	22
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	22
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	23
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	24
1.2. Balance des services .....	25
1.2.1. Transports .....	26
1.2.2. Voyages .....	26
1.2.3. Autres services .....	26
1.3. Compte du revenu primaire.....	27
1.4. Compte du revenu secondaire.....	28
<b>II. COMPTE DE CAPITAL</b> .....	29
<b>III. COMPTE FINANCIER</b> .....	29
<b>IV. CAPITAUX MONETAIRES</b> .....	31
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts .....	32
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts .....	32
<b>V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE</b> .....	33
<b>CONCLUSION</b> .....	35
<b>ANNEXES</b> .....	37

## **AVANT-PROPOS**

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée, généralement une année. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements (CNBP). Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le CNBP est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6<sup>e</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2022<sup>1</sup>. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les statistiques qui y sont présentées peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des activités des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourra s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger à l'adresse suivante :

### **Contact :**

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91/92, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : [courrier.HDN@bceao.int](mailto:courrier.HDN@bceao.int)

---

<sup>1</sup> Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire utilisée est le franc CFA.

## **ABREVIATIONS ET SIGLES**

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamique de Développement
BPT	Balance des Paiements en terme de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale
CNBP	Comité National de la Balance des Paiements
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FED	Fonds Européen de Développement
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 <sup>e</sup> Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements .....	page 12
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens.....	page 15
Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 17
Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations.....	page 21
Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 23
Tableau 7 : Evolution de la balance des services.....	page 25
Tableau 8 : Evolution du poste « transports ».....	page 26
Tableau 9 : Evolution du poste « voyages ».....	page 26
Tableau 10 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 26
Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire.....	page 27
Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 28
Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire.....	page 28
Tableau 14 : Evolution du compte de capital.....	page 29
Tableau 15 : Evolution du compte financier.....	page 29
Tableau 16 : Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 31
Tableau 17 : Evolution des créances et engagements extérieurs des banques.....	page 32
Tableau 18 : Evolution des Actifs Extérieurs Nets (AEN).....	page 32
Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2021 et 2022.....	page 33
Tableaux annexes.....	page 38

## **LISTE DES ENCADRES**

Encadré 1 : Elaboration du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012 2026).....	page 14
Encadré 2 : Travaux de construction du pipeline et du barrage de Kandadji .....	page 18

**LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger de 2012 à 2022.....page 13

Graphique 2 : Balance des biens et services et balance courante de 2012 à 2022.....page 14

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2012 à 2022..... page 16

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2012 à 2022 .....page 16

Graphique 5 : Exportations en valeur des principaux produits de 2012 à 2022.....page 17

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium ( en FCFA) de 2012 à 2022 .....page 18

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2021 à 2022 .....page 21

Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2021 à 2022 .....page 23

Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2012 à 2022.....page 21

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2021 et 2022.....page 24

Graphique 11 : Parts des importations en provenance de l'UEMOA en 2021 et 2022.....page 25

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2012 à 2022..... page 30

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2022...page 34



## RESUME

*En 2022, l'environnement économique mondial a été marqué par un net ralentissement de la reprise amorcée en 2021. Selon les estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,5% en 2022, après une progression de 6,2% un an plus tôt. Cette décélération est liée à la conjonction de plusieurs chocs, notamment les fortes pressions inflationnistes induites par les répercussions négatives de la guerre en Ukraine, les hausses rapides des taux d'intérêt consécutives au resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays, en vue de lutter contre la forte remontée de l'inflation.*

*Le contexte économique national en 2022, a été marqué par une campagne agricole plus favorable que la précédente, la poursuite des investissements publics et privés, les impacts du conflit en Ukraine, la gestion du contexte sécuritaire, l'élaboration du Plan de Développement Economique et Social pour la période 2022-2026 et l'organisation de la Table Ronde pour son financement. Les estimations disponibles tablent sur un taux de croissance économique de 11,9% en 2022 contre 1,4% en 2021. Le rebond de la croissance refléterait notamment la hausse de la production agricole, en raison d'une pluviométrie bien répartie dans l'espace et le temps, le regain d'activité dans les sous-secteurs du commerce, des transports, hôtels et restaurants.*

*Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 1675 millions en 2022 contre un excédent de 140.213 millions en 2021.*

*Il ressort que le déficit structurel de la balance courante a connu une importante dégradation de 33,9%, passant de 1.164.013 millions en 2021 à 1.559.456 millions en 2022, imputable essentiellement à la détérioration de la balance des biens et services ainsi que du revenu primaire, cumulativement à la dégradation du solde de revenu secondaire.*

*Le déficit commercial a connu une détérioration de -276.546,94 millions ou 31% en 2022, passant de 893.282 millions en 2021 à 1.169.830,0 millions en 2022, résultant d'une hausse des importations conjuguée à une baisse des exportations.*

*Les exportations sont passées de 671.900 millions en 2021 à 652.600 millions en 2022, soit une chute de 2,9%, sous l'impulsion notamment des baisses enregistrées sur les ventes des produits pétroliers (-34,39%) et miniers (-5,71%), en dépit de l'importante hausses enregistrée sur les expéditions aurifères (36,05%). S'agissant des exportations du pétrole raffiné, elles se sont établies à 85.800 millions en 2022 contre 130.767 millions un an plus tôt, en lien avec les mesures prises pour satisfaire en priorité les besoins nationaux.*

*Concernant les importations, une hausse des commandes des biens d'équipement, des produits intermédiaires et énergétiques entrant notamment dans le cadre des travaux de construction d'infrastructures publiques et privées a été enregistrée. On note également une*

*légère augmentation des achats des produits alimentaires. Au total, les achats extérieurs de biens ont enregistré une hausse de 16,44% par rapport à l'année 2021.*

*Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 72.538 millions pour ressortir à -587.666 millions en 2022 contre -515.129 millions en 2021, induit principalement par la progression des dépenses en fret et assurance ainsi que la hausse des autres services.*

*Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 8.670,58 millions pour s'établir à -139.953 millions en 2022, en liaison principalement avec à la hausse des paiements d'intérêts sur la dette publique plus importante que l'accroissement de l'excédent de la rémunération des salariés.*

*Le solde du revenu secondaire s'est établi à 337.993 millions en 2022 contre 375.680 millions un an plus tôt, en rapport avec une baisse des aides budgétaires.*

*Le solde du compte du capital s'est situé à 435.078 millions en 2022 contre 489.314 millions en 2021. Ce mouvement baissier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par l'Etat.*

*Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -822.402 millions en 2021 à -1.116.166 millions en 2022, imputable aux investissements directs étrangers et aux autres investissements.*

## **INTRODUCTION GENERALE**

### **1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL**

En 2022, l'environnement économique mondial a été marqué par un net ralentissement de la reprise amorcée en 2021. Selon les estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en octobre 2023, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,5% en 2022, après une progression de 6,2% un an plus tôt. Cette décélération est liée à la conjonction de plusieurs chocs, notamment les fortes pressions inflationnistes induites par les répercussions négatives de la guerre en Ukraine, les hausses rapides des taux d'intérêt consécutives au resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays, en vue de lutter contre la forte remontée de l'inflation.

Au niveau des économies avancées, on note un ralentissement de l'activité économique, avec une croissance de 2,6% enregistrée en 2022 contre une augmentation de 5,2% en 2021. Aux Etats-Unis, l'activité économique a décéléré avec une croissance de 2,1%, après une progression de 5,7% en 2021. Quant à la zone euro, l'activité économique s'est également contractée de 3,3% en 2022, contre une croissance de 5,2% enregistrée en 2021.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,1% en 2022 contre une progression de 6,6% en 2021. En Chine, la croissance s'est contractée davantage passant de 8,1% en 2021 à 3,0% en 2022, du fait de la crise que connaît le pays dans le secteur immobilier. Pour les autres pays des BRICS, à savoir l'Inde, le Brésil et la Russie, on note également un essoufflement de l'activité économique en 2022. En effet, ces trois pays ont enregistré respectivement un taux de croissance de 7,2%, 2,9% et -2,1% en 2022 contre respectivement un recul de 8,7%, 4,6% et 4,7% en 2021.

En Afrique subsaharienne, la croissance a reculé, passant de 4,7% en 2021 à +4,0% en 2022, en raison d'une inflation galopante induite par le conflit russo-ukrainien. Le Nigeria a enregistré une croissance de 3,3% en 2022 contre 3,6% en 2021. Quant à l'Afrique du Sud, elle a également connu un recul de l'output de 1,9% en 2022 après une baisse de 4,9% enregistrée en 2021.

S'agissant des produits de base, les cours ont poursuivi leur rebond entamé en 2021, en lien avec les contraintes pesant sur l'offre et l'approvisionnement des marchés, induites par la guerre en Ukraine. L'indice des principaux produits exportés par l'Union (calculé par les services de la BCEAO) affiche une hausse de 11,6% en 2022, après 16,8% un an plus tôt. En outre, on note une nette progression pour les produits énergétiques, notamment le gaz (+104,2%) et le pétrole (+40,0%) ainsi que les produits non énergétiques à savoir l'huile végétale (+8,8%), le coton (+16,0%), le caoutchouc (+6,9%), le café (+17,9%), l'uranium (+24,1%), et les engrais dont le phosphate (+116,9%). En revanche, les cours du zinc (-

28,2%), de la noix de cajou (-12,8%), du cacao (-2,3%) et du bois grume (-2,2%) se sont affaiblis durant la période.

Au niveau des prix des principaux produits alimentaires importés par l'Union, on note également une hausse importante de leur rythme de progression (+22,0% en 2022 après +14,5% en 2021). Cette dernière hausse concerne notamment l'ensemble des produits importés, à savoir l'huile végétale (+22,8%), le blé (+28,3%) et le riz (+23,6%), hormis le sucre dont les prix ont fléchi de -2,2% en 2022.

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la baisse dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale marqué par le conflit russo-ukrainien. En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est replié de 3,4% en 2022 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a connu une baisse de 14,8%. L'EuroStoxx 50 a également connu un recul de 6,6% par rapport à son niveau moyen de 2021. Par ailleurs, au Japon, l'indice NIKKEI 225 a régressé de 5,5% en 2022.

Sur le plan africain, les marchés boursiers ont également connu des progressions moindres au cours de l'année 2022 comparé à l'année 2021. En moyenne annuelle, les indices GSE du Ghana et NSE du Nigeria ont enregistré des hausses respectives de 1,0% et 21,4% contre 27,8% et 48% en 2021. L'indice FTSE / JSE All Share de l'Afrique du Sud a progressé de 2,7% en 2022 contre 16,7% en 2021, dans un contexte de difficulté économique pénalisé par de pannes d'électricité et un affaiblissement de la demande intérieure comme indiqué par le rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales. Dans la Zone UEMOA, les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont réconfortés respectivement de 26,4% et 21,0%.

## **2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA**

Au niveau des économies de l'UEMOA, en dépit de la persistance d'une conjoncture internationale peu favorable et des problèmes sécuritaires au plan interne, l'activité économique est demeurée dynamique en 2022. Bien que la contribution du secteur extérieur a été négative, le taux de croissance est ressorti à 5,9% en 2022 après 6,1% en 2021. Cette croissance a été tirée principalement par les investissements réalisés dans le cadre de l'exécution de plusieurs chantiers de construction d'infrastructures ainsi que dans le secteur des hydrocarbures .

Le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 7,4% en 2022 contre 3,6% en 2021. Cette hausse des prix s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien avec la baisse de la production céréalière et les difficultés

d'approvisionnement des marchés, subséquentes aux incidentes de crises sécuritaires au Mali, Burkina et au Niger.

En 2022, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 1,3 point de pourcentage. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation s'est établi respectivement à 11,4 et 24,1 points de pourcentage.

### **3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL**

Le contexte économique national en 2022, a été marqué par une campagne agricole plus favorable que la précédente, la poursuite des investissements publics et privés, les impacts du conflit en Ukraine, la gestion du contexte sécuritaire, l'élaboration du Plan de Développement Economique et Social pour la période 2022-2026 et l'organisation de la Table Ronde pour son financement. Les estimations disponibles tablent sur un taux de croissance économique de 11,9% en 2022 contre 1,4% en 2021. Le rebond de la croissance refléterait notamment la hausse de la production agricole, en raison d'une pluviométrie bien répartie dans l'espace et le temps, le regain d'activité dans les sous-secteurs du commerce, des transports, hôtels et restaurants.

La croissance économique en 2022 est portée essentiellement par le secteur primaire et le secteur tertiaire. L'activité du secteur primaire a rebondi de 27,0% en 2022 après un recul de 5,1% en 2021, sous l'impulsion de l'expansion de la production céréalière de 68,7% contre une contraction de 39,2% en 2021, sur fond de la mise en œuvre des politiques agricoles et de l'expérimentation des pluies artificielles.

La progression du PIB serait également induite par l'accélération des travaux de construction du pipeline d'exportation du pétrole brut et du barrage de Kandadji ainsi que la mise en œuvre du programme du Millenium Challenge Corporation (MCC) et du Programme Economique et Financier (PEF 2021-2024) avec le Fonds Monétaire International (FMI).

S'agissant du secteur secondaire, il a enregistré un repli de 0,9% en 2022 contre 4,1% en 2021 et 1,9% en 2020. La baisse enregistrée au niveau du secteur secondaire en 2022 est imputable à de la baisse des activités d'extraction, notamment de la production d'uranium en raison de la fermeture de la COMINAK. S'agissant du secteur tertiaire, la progression enregistrée concerne toutes ses branches, notamment les activités de communication et de transport.

Sous l'angle demande, la croissance est due particulièrement à celle de la consommation finale des ménages.

L'année 2022 a également été caractérisée par des tensions inflationnistes au Niger, avec un taux d'inflation en moyenne annuelle à fin décembre 2022 de 4,2%, contre 3,8% en 2021, au-dessus de la norme communautaire de 3%, fixée dans le pacte de convergence, de stabilité, de solidarité et de croissance de l'UEMOA.

L'inflation est principalement due à des facteurs d'offre, notamment la chute de la production céréalière de plus de 37% lors de la campagne 2021/2022, la forte hausse des cours mondiaux des produits alimentaires imputable au conflit ukrainien, les difficultés d'approvisionnement des marchés, en lien avec les crises sanitaire et sécuritaire, la forte progression des cours mondiaux du pétrole ayant accru les coûts du fret.

Par ailleurs, la demande sur les marchés nigériens et les difficultés d'approvisionnement en céréales à partir du Burkina et du Mali, en raison de la situation sécuritaire, ont accentué la pression sur les disponibilités céréalières au niveau des marchés locaux.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2022 s'est ressentie des pressions budgétaires liées à la gestion du déficit alimentaire et au contexte sécuritaire, conjuguées aux moins-values des recouvrements fiscaux, induites par l'insécurité sur le corridor desservant le Burkina Faso. Ainsi, le déficit budgétaire global, dons compris, s'est situé à 6,8% du PIB en 2022, après 6,1% en 2021 et 5,3% en 2020. En effet, les recettes totales, dons compris, ont connu une baisse de 5,2% en 2022 en s'établissant à 1 424,1 milliards et les dépenses totales ont progressé de 8,4% pour s'établir à 2075,7 milliards.

La situation monétaire en 2022 s'est traduite par une quasi-stabilité des actifs extérieurs nets et une consolidation de la masse monétaire ainsi que des créances intérieures.

La masse monétaire a enregistré une progression de 11,9% en valeur relative par rapport au mois de décembre 2021, pour ressortir à 1.862,1 milliards à fin décembre 2022. Cette situation est la résultante de la vigueur de la circulation fiduciaire (+17,7%) et de la dynamique des dépôts en banque (+9,0%). L'évolution des composantes de la masse monétaire dépeint la relance des activités économiques, en lien avec la cadence des grands travaux de construction du pipeline et du barrage de Kandadji. Elle s'est ressentie également du bilan de la campagne agricole qui ressortirait relativement satisfaisant, induisant ainsi une vigueur du négoce des produits alimentaires sur les marchés largement porté sur l'utilisation des espèces monétaires.

Les avoirs extérieurs nets se sont repliés de 1,4 milliard par rapport à décembre 2021, pour se situer à 699,4 milliards à fin décembre 2022. Ce retrait provient du reflux des actifs extérieurs nets de l'Institut d'Émission (-12,2%), qui a plus que contrebalancé la consolidation de ceux des banques commerciales (+17,6%).

A fin décembre 2022, les créances intérieures se sont confortées de 231,6 milliards, ou 17,1% en variation relative par rapport au mois de décembre 2021, pour ressortir à 1.583,2 milliards. Ce mouvement résulte d'une consolidation des concours à l'économie et des créances nettes sur l'Administration Centrale. Concernant les créances sur l'économie, leur niveau a progressé de 12,6%, pour se fixer à 1.357,7 milliards à fin décembre 2022, soutenues par la vigueur des concours bancaires accordés principalement aux particuliers, aux sociétés manufacturières, d'électricité, d'eau et de gaz, ainsi qu'au secteur des BTP et du commerce. Les concours bancaires au profit de l'économie se sont ressentis de la reprise progressive des activités économiques, après le choc induit par la crise sanitaire de la Covid-19.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 1.675 millions en 2022 contre un excédent de 140.213 millions en 2021.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2012 à 2022 fait apparaître les évolutions suivantes :

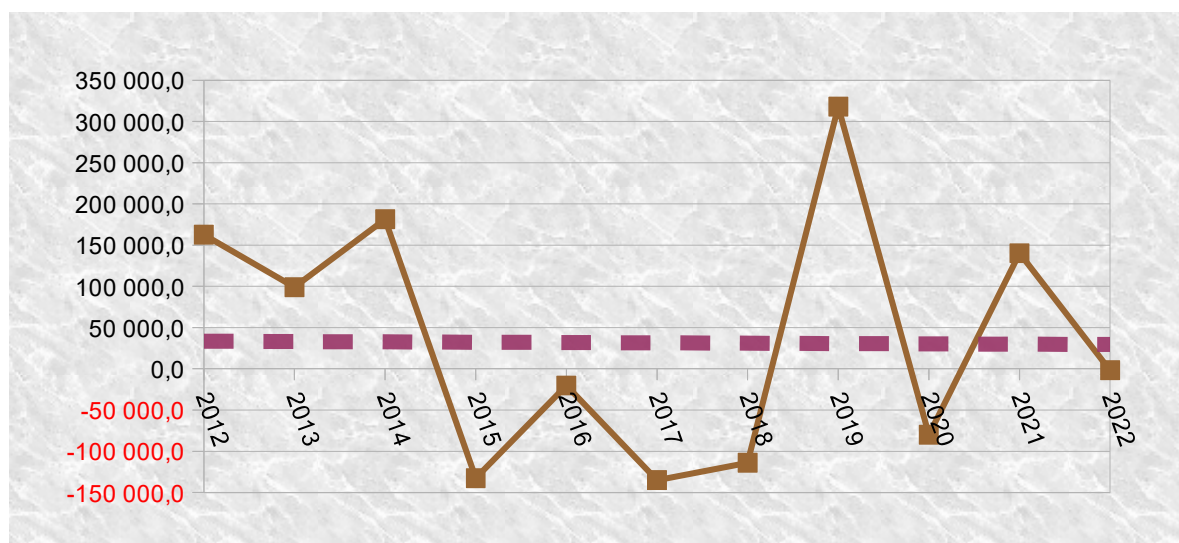
**Tableau 1** : Evolution du solde global de la balance des paiements ( en millions de FCFA)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Solde</b>	162 685	99 053	181 363	-132 646	-20 243	-134 978	-113 930	317 935	-80 036	140 213	-1 675

**Source** : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger présente un profil contrasté, reflétant des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, et externes comme l'évolution des cours mondiaux des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs et du cours du Naira, la monnaie nigériane.

**Graphique 1 :** Solde global de la balance des paiements du Niger de 2012 à 2022



**Source :** BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2021 et 2022 est présentée dans les sections suivantes.

## **I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES**

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2022 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante a connu une importante dégradation de 33,9%, passant de 1.164.013 millions en 2021 à 1.559.456 millions en 2022, comme l'indique le tableau 2, ci-après. Cette évolution est imputable essentiellement à la détérioration de la balance des biens et services ainsi que du revenu primaire, cumulativement à la dégradation du solde de revenu secondaire.

**Tableau 2 :** Evolution des transactions courantes (Montants en millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Biens et services	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759	-1 408 411	-1 757 496
Biens	-599 497	-703 155	-777 533	-893 282	-1 169 829
Services	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129	-587 666
Revenu primaire	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282	-139 953
Revenu secondaire	270 091	368 425	343 381	375 680	337 993
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-902 614</b>	<b>-921 310</b>	<b>-1 045 111</b>	<b>-1 164 013</b>	<b>-1 559 456</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-1 028 282</b>	<b>-1 114 410</b>	<b>-1 208 874</b>	<b>-1 323 007</b>	<b>-1 633 256</b>
<b>PIB Nominal</b>	<b>7 114 526</b>	<b>7 567 893</b>	<b>7 911 032</b>	<b>8 268 344</b>	<b>9 620 982</b>
<b>Solde courant hors dons (en pourcentage du PIB)</b>	<b>-14,5%</b>	<b>-14,7%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>-16,0%</b>	<b>-17,0%</b>

**Sources :** BCEAO et INS

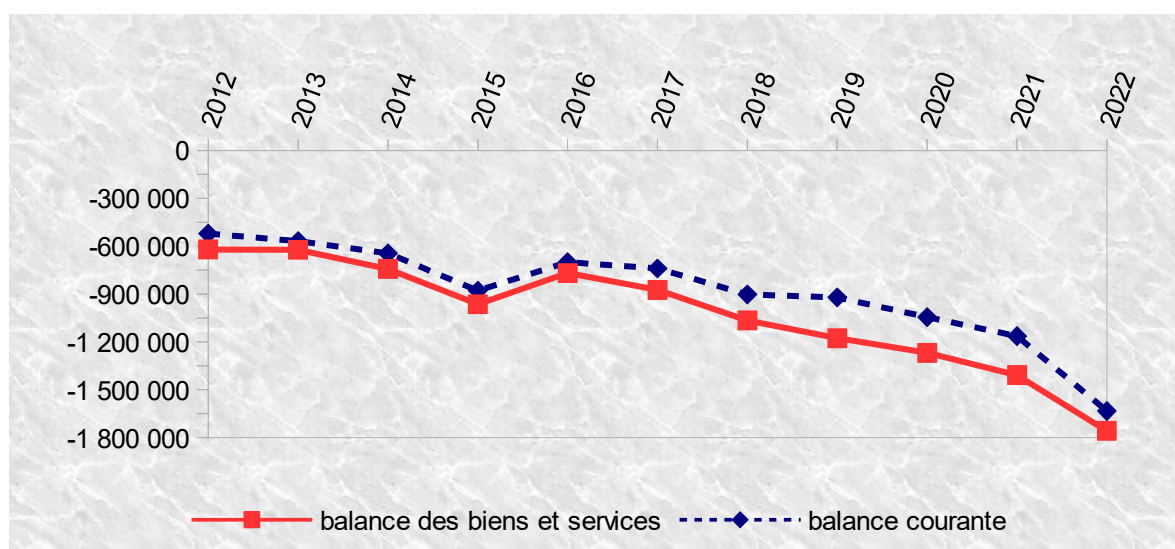
Quant au ratio du déficit courant hors dons rapporté au PIB, il s'est accru de 1 point de pourcentage (pdp) pour ressortir à 17% en 2022 contre 16% en 2021. Cette situation traduit pour l'essentiel la poursuite des commandes des biens d'équipement et intermédiaire dans le cadre de la construction des infrastructures socio-économiques, en dépit de la reprise d'activité enregistrée dans les secteurs hors agriculture.



Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle, traduisant ainsi l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger.

La consommation des autres services par les entreprises résidentes, tels que les services de recherches et développements, d'informatique et de construction, induite par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics, impacte le solde courant au Niger, dans un contexte de mise en œuvre du PDES.

**Graphique 2 :** Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante de 2012 à 2022 (montants en millions de FCFA)



Source : BCEAO

**Encadré 1 : Elaboration du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026**

Le Gouvernement de la République du Niger a adopté, le 10 juin 2022, le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026. Cette stratégie de développement constitue le document de référence du pays en matière d'interventions dans les domaines socio-économique, culturel et environnemental sur la période. Après le PDES 2017-2021, c'est la deuxième déclinaison quinquennale de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035.

Le PDES 2022-2026 vise à « contribuer à bâtir un pays pacifique et bien gouverné, avec une économie émergente et durable, ainsi qu'une société fondée sur des valeurs d'équité et de partage des fruits du progrès ». Il reflète la volonté du Niger de poursuivre la prise en compte des engagements internationaux du Niger (Vision 2050 de la CEDEAO, ZLECAF, Agenda 2063 de l'Union Africaine, Agenda 2030 des Nations Unies sur le Développement Durable, Accord de Paris sur les Changements Climatiques...).

Le diagnostic stratégique (Volume I) a porté sur la situation de la gouvernance, du développement du capital humain, des infrastructures et équipements, du secteur privé et de la modernisation du secteur rural. Il a ainsi permis d'établir l'état des lieux des différents secteurs, en mettant en exergue les acquis enregistrés, les opportunités et les défis majeurs à relever. Il en est ressorti que le problème fondamental du pays est le faible niveau de développement économique et social, qui induit une précarité des conditions de vie des populations et pour

lequel les causes principales ont été identifiées. Parmi les défis majeurs à relever, figurent notamment le développement du capital humain, l'amélioration de l'accès équitable aux services sociaux de base (santé, éducation, eau, électricité), la résilience aux chocs exogènes particulièrement ceux résultant des changements climatiques, le développement des chaînes de valeurs (agro-sylvopastorales, pétrolières et minières), la sécurisation des personnes et de leurs biens ainsi que des frontières, la réduction des disparités régionales et la consolidation de la bonne gouvernance.

Les enseignements tirés de l'analyse diagnostique et l'exploitation des documents stratégiques ont servi de base à la formulation des orientations stratégiques globales, sectorielles et régionales pour consolider et amplifier le rythme des progrès économiques et sociaux du Niger sur la période 2022-2026. Ces orientations stratégiques (Volume II) englobent la vision, les objectifs et les résultats attendus, les perspectives macroéconomiques, les axes stratégiques, les programmes et les principales réformes structurelles à mener sur la période 2022-2026 ainsi que le dispositif institutionnel de coordination, de mise en œuvre et de suivi-évaluation du PDES 2022-2026. Il s'agit spécifiquement de consolider la résilience des bases de développement économique et social du pays.

A cet égard, les actions, aussi bien publiques que privées, à conduire au cours de la période du Plan devraient permettre d'aboutir aux 3 effets globaux suivants : (i) un développement soutenu et inclusif du capital humain, avec une amorce notable de ralentissement du rythme élevé de la croissance démographique ; (ii) une amélioration nette de la gouvernance sécuritaire, migratoire, politique, juridique et judiciaire, administrative, économique, locale et environnementale ainsi que de la lutte contre la corruption et les infractions assimilées ; (iii) une transformation structurelle de l'économie, marquée par une industrialisation basée sur la valorisation des chaînes de valeurs agro-sylvopastorales, halieutiques, minières et pétrolières, un développement des services numériques et un secteur privé dynamisé. Ces changements, compatibles avec les objectifs de développement durable, devraient rendre l'économie nigérienne plus résiliente face aux chocs, notamment climatiques, et réduire irréversiblement la pauvreté des populations.

Ainsi, sur la période 2022-2026, il est ainsi attendu un taux de croissance annuel moyen du PIB de 9,3% et du PIB par habitant de 7,7% ainsi qu'une amélioration nette du score du Niger dans certains indicateurs multidimensionnels utilisés pour mesurer le niveau du développement humain.

Sur la base de ces résultats attendus, 3 axes stratégiques sont définis pour le PDES 2022-2026, à savoir : (i) le développement du capital humain, l'inclusion et la solidarité ; (ii) la consolidation de la gouvernance, de la paix et de la solidarité et (iii) la transformation structurelle de l'économie.

Le Volume III regroupe le Plan d'Actions Prioritaires (PAP) et le Cadre de Mesure de Résultats (CMR). Le PAP du PDES est élaboré sur la base des résultats du cadrage macroéconomique (selon le scénario optimiste) et du poids relatif du financement sectoriel indiqué dans le Programme de Renaissance Acte 3. Le coût global du PDES 2022-2026 est de 19 500 milliards de FCFA, dont 10 670,6 milliards de FCFA à rechercher.

La Table Ronde des Investisseurs et des Partenaires au développement sur le financement du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2022-2026) s'est tenue les 05 et 06 Décembre 2022 s'est tenue, à Paris en France. Au total, les annonces et manifestation d'intérêts d'un montant global de 45,0 milliards d'euros ont été enregistrées, pour un besoin global de 29,6 milliards d'euros, assurant ainsi une couverture globale de 150% du total des ressources attendues.

**Source : PDES 2022-2026**

### **1.1. Balance commerciale de biens**

Le déficit commercial a connu une détérioration de -276.546,94 millions ou 31% en 2022, passant de 893.282 millions en 2021 à 1.169.830,0 millions en 2022 (cf. tableau 3). Le ratio du déficit commercial au PIB suit la même dynamique, en passant de 10,8% en 2021 à 12,2% en 2022.

**Tableau 3** : Evolution de la balance commerciale de biens de FCFA)

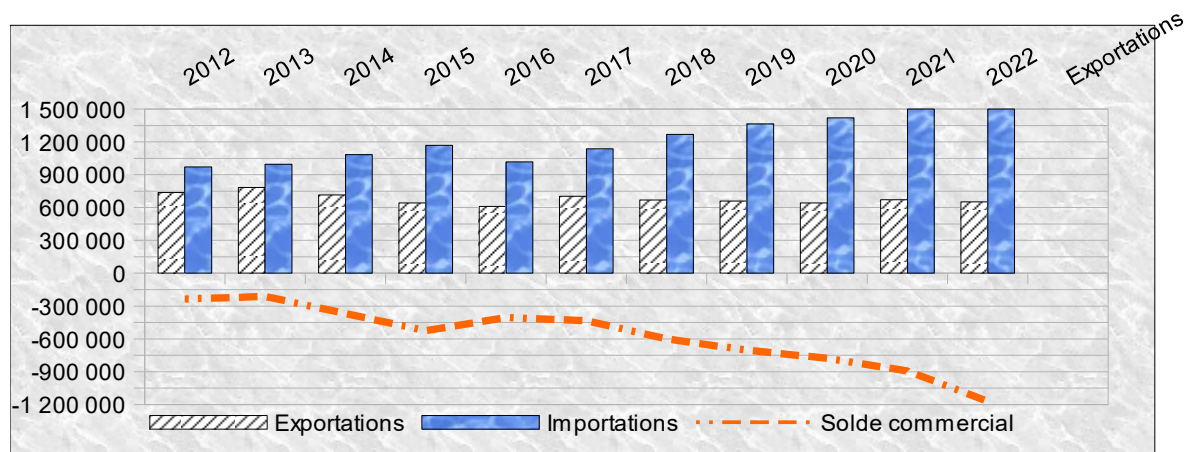
(Montants en millions

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations totales ajustées	668 217	659 728	642 345	671 900	652 600
Total importations fob de biens	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182	1 822 430
Balance commerciale	-599 497	-703 155	-777 533	-893 282	-1 169 830
Balance commerciale sur PIB	-8,4%	-9,3%	-9,8%	-10,8%	-12,2%
<b>Taux de couverture des importations par les exportations</b>	<b>52,7%</b>	<b>48,4%</b>	<b>45,2%</b>	<b>42,9%</b>	<b>35,8%</b>

**Source** : BCEAO

Ces évolutions se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflètent mieux l'orientation des échanges.

**Graphique 3** : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2012 à 2022



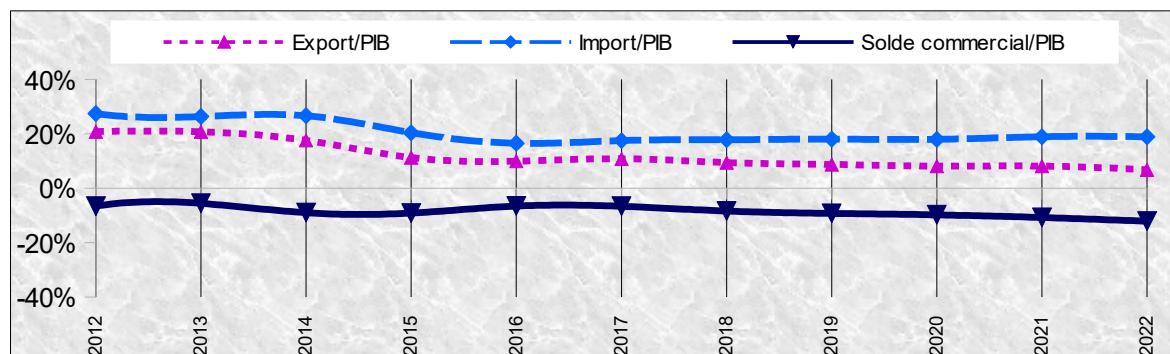
**Source** : BCEAO

La dégradation du déficit commercial entre 2021 et 2022 résulte d'une hausse des importations (+257.247 millions) conjuguée à une baisse des exportations (-19.300 millions). Les exportations sont passées de 671.900 millions en 2021 à 652.600 millions en 2022, soit une chute de 2,9%, sous l'impulsion notamment des baisses enregistrées sur les ventes des produits pétroliers (-34,39%) et miniers (-5,71%), en dépit de l'importante hausses enregistrée sur les expéditions aurifères (36,05%). S'agissant des exportations du pétrole raffiné, elles se sont établies à 85.800 millions en 2022 contre 130.767 millions un an plus tôt, en lien avec les mesures prises pour satisfaire en priorité les besoins nationaux.

Concernant les importations, une hausse des commandes des biens d'équipement, des produits intermédiaires et énergétiques entrant notamment dans le cadre des travaux de construction d'infrastructures publiques et privées a été enregistrée. On note également une légère augmentation des achats des produits alimentaires. Au total, les achats extérieurs de biens ont enregistré une hausse de 16,44% par rapport à l'année 2021.

Ainsi, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 35,8% en 2022, après 42,9% un an plus tôt. Le graphique 4, suivant, présente l'évolution des ratios de la balance commerciale en pourcentage du PIB.

**Graphique 4** : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2012 à 2022



Source : BCEAO

### 1.1.1. Exportations de biens

#### 1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 4 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

**Tableau 4** : Evolution des exportations selon les différents postes de biens (Montants en millions de F CFA)

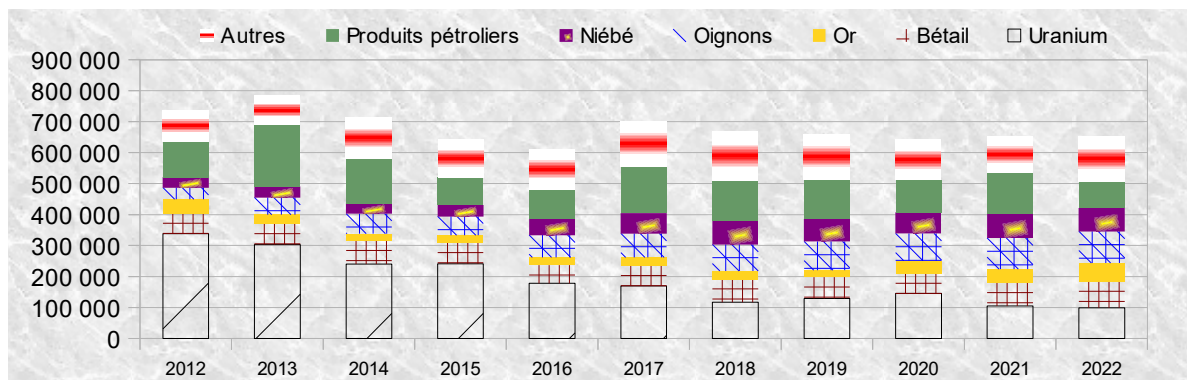
Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	642 805	637 351	600 554	628 240	593 200
- Uranium	117 191	128 485	145 470	104 968	98 970
- Pétrole raffiné	129 305	128 400	105 370	130 767	85 800
- Produits agropastoraux	238 576	236 248	219 354	255 384	263 100
- Autres produits	157 732	144 218	130 360	137 121	145 330
<i>Dont réexportations</i>	108 563	88 707	72 231	74 800	77 400
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	0	0	0
Or non monétaire	25 413	22 377	41 791	43 660	59 400
<b>Total exportations de biens</b>	<b>668 217</b>	<b>659 728</b>	<b>642 345</b>	<b>671 900</b>	<b>652 600</b>

Source : BCEAO

Le montant total des exportations ressort à 652.600 millions en 2022 contre 671.900 millions en 2021, soit une baisse de 2,9%, imputable principalement aux rubriques «pétrole raffiné » et «l'uranium ».

Notons, cependant, que cette contre-performance a été atténuée par des hausses enregistrées sur les ventes des produits aurifères et des produits agropastoraux. L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits agropastoraux et aurifères.

**Graphique 5** : Evolution des exportations en valeur des principaux produits de 2012 à 2022



Source : BCEAO

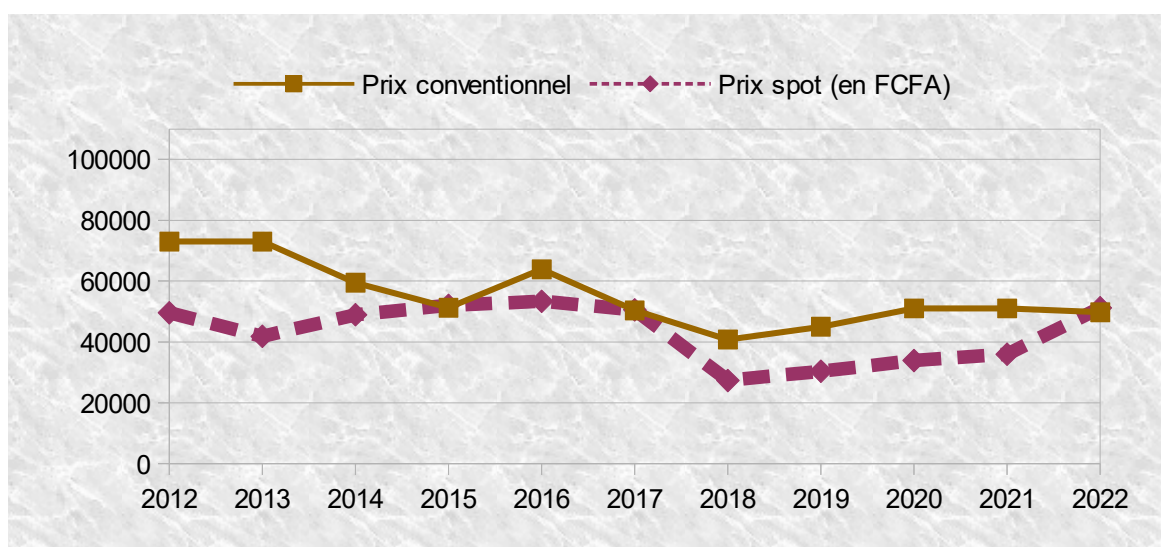
### 1.1.1.2. Composition des exportations de biens

#### 1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté en 2022 s'est situé à 1.919 tonnes contre 2.203,0 tonnes en 2021. Cette expédition est conduite exclusivement la Société des Mines de l'Aïr (SOMAÏR), filiale d'ORANO (Ex-Areva) au Niger. Ces expéditions intègrent celles pour le compte de la Société du Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN<sup>2</sup>), pour la part de l'Etat du Niger. Par ailleurs, la production est passée de 2.281,8 tonnes en 2021 à 2.020 tonnes au cours de l'année sous revue. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est ressorti à 51.981 Francs CFA en 2022, contre 54.000 Francs CFA en 2021.

Ainsi, en valeur, les exportations totales en valeur d'uranium (les exportations de la SOMAÏR, y compris les enlèvements de la SOPAMIN) se sont établies à 98.967 millions en 2022, après 104.968 millions en 2021, soit une contraction de 5,7% résultant d'une baisse des volumes exportés suite à la fermeture de la COMINAK.

**Graphique 6** : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) de 2012 à 2022



Source : BCEAO, Ministère des Mines

#### 1.1.1.2.2. Pétrole

<sup>2</sup>La SOPAMIN gère les parts de l'Etat du Niger dans le capital des sociétés minières. Elle ne fait pas des expéditions mais effectue des enlèvements sur les exportations de la SOMAÏR et de la COMINAK qu'elle vend sur le marché international.

La production des produits pétroliers depuis novembre 2011 au Niger est assurée par la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Elle a une capacité de raffinage de 20.000 barils/jour. Ainsi, depuis 2012, le Niger exporte des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement du Nigéria, du Burkina Faso et du Mali par l'entremise de la SONIDEP et de la SORAZ (depuis août 2016).

Les expéditions des produits pétroliers, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont établies à 85.800 millions en 2022 contre 130.767 millions en 2021, en baisse en raison de suspension des exportations afin de satisfaire les besoins nationaux.

#### **Encadré 2 : Travaux de construction du pipeline et du barrage de Kandadji**

*Au cours des prochaines années, la production pétrolière nigérienne connaîtra un tournant majeur avec le début d'exportation de l'or noir vers les marchés internationaux via le Bénin à travers la construction d'un oléoduc transfrontalier. Les travaux de construction dudit pipeline ont été lancés le 17 septembre 2019 à Agadem au Niger et le 20 mai 2021 sur le site de la station de Sèmè-Kpodji, à environ 30 kilomètres au sud-est de Cotonou au Bénin. Long de 1982 km, dont 1 298 km au Niger, et d'un coût de 2,2 milliards de dollar US, en plus des travaux infrastructures de surface de 2 milliards de USD, le pipeline a une capacité de 150.000 barils/j. Dans un premier temps, il permettra au Niger de multiplier par plus de cinq sa capacité d'exportation en la faisant passer de 20 000 barils aujourd'hui à plus de 100 000 barils par jour. Toutefois, la pandémie de la Covid-19 a quelque peu ralenti les travaux notamment en 2020. La construction sera assurée par la West Africa Oil Pipeline Company (WAPCO), une filiale de la China National Oil and Gas Exploration and Development Co. (CNODC), elle-même filiale de la China National Petroleum Corporation (CNPC).*

*D'importantes retombées sont attendues sur les finances publiques, les échanges extérieures ainsi que sur le plan social. En effet, huit stations de pompage, dont six au Niger et deux au Bénin, contribueront à la création d'emplois dans les deux pays. Par ailleurs, le projet permettra, la réalisation de plusieurs infrastructures routières et sociales dans les régions touchées, notamment la construction de la route du pétrole dont la bretelle Diffa-N'guigmi a d'ores et déjà été entamée. La mise en service du pipeline devra booster la croissance économique du Niger en y contribuant, selon les projections de 2025, à plus de 20% de la richesse nationale (PIB) et plus de 30% des recettes fiscales. Ces travaux vont générer des milliers d'emplois indirects et des centaines d'emplois permanents.*

*Le programme Kandadji de régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du Niger a été entrepris depuis l'année 1963 pour faire face aux effets induits par les épisodes de sécheresse et la diminution des surfaces agricoles fertiles. Son objectif est d'accroître l'accès à l'eau, pour le développement agricole (45.000 ha à l'horizon 2034), ainsi que la capacité de production hydroélectrique (d'une puissance de 130 MW) et contribuer à la réduction de la variabilité saisonnière du débit en aval du fleuve Niger (étiage constant à 120 m<sup>3</sup>/s à Niamey). Les productions agricoles additionnelles escomptées par le programme Kandadji sont de 168.000 tonnes/an pour le riz, de 11.700 tonnes/an pour le maïs et de 234.000 tonnes/an pour les produits maraîchers. Le Barrage induirait également un accroissement du cheptel bovin de 305.000 têtes, une augmentation de la production de viande et de lait, respectivement, de 773 tonnes et de 9,7 millions de litres ainsi qu'un regain de la production halieutique de 1.847 tonnes. Il s'agit d'un barrage de 224 m de longueur rehaussable à 228 m.*

*Les travaux du barrage ont été lancés en 2008, mais ralentis du fait de la résiliation du contrat avec l'entreprise russe initialement adjudicataire. Un nouveau contrat a été signé avec l'entreprise chinoise CGGC pour la construction du Barrage (travaux de génie civil, équipement hydromécanique et installation électrique générale). L'ordre de service de démarrage des travaux a été donné le 26 décembre 2018 pour une mise en eau du barrage ainsi que du démarrage des tribunes (4 tribunes) de production d'électricité, prévus en 2025.*

*Globalement, ces grands investissements devraient permettre de booster l'économie nationale.*

**Sources** : BCEAO

#### **1.1.1.2.3. Or**

Les expéditions de l'or industriel, au titre de l'année 2022, se sont traduites par un accroissement du volume, en s'établissant à 373,6 kg contre 426,0 kg en 2021. En valeur, les exportations de l'or industriel se sont établies à 13.551,2 millions en 2022, après 12.904,1 millions en 2021.

S'agissant de l'or issu des Exploitations Minières Artisanales et à Petites Echelles (EMAPE), les ventes à l'extérieur se sont situées à 32 027,58 millions en 2022 contre 30.756,2 millions en 2021.

Ainsi, les exportations d'or en valeur ressortent à 59.409 millions en 2022 contre 43.660 millions un an plutôt, essentiellement à destination de l'Afrique du Sud (29,7%) et des Emirats Arabes Unis (70,3%).

#### **1.1.1.2.4. Bétail**

Les exportations de bétail ont progressé en 2022, avec une hausse de 12,8% en valeur relative, ressortant à 84.800 millions contre 75.168 millions en 2021. Ces exportations sont essentiellement destinées au Nigeria, principal client du Niger pour la commercialisation des produits agropastoraux.

#### **1.1.1.2.5. Oignon**

La valeur des exportations d'oignon ressort à 102. 500 millions en 2022 contre 100.336 millions en 2021, soit une hausse de 2,2%, résultant d'une augmentation de la production, induite notamment par la remise à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles d'appoints, initiées dans le cadre du 3N. En outre, ce produit est principalement destiné vers les autres pays de l'UEMOA (principalement la Côte d'Ivoire) et le Ghana.

#### **1.1.1.2.6. Niébé**

L'exportation du niébé au Niger dépend non seulement de la campagne précédente, dont les stocks sont écoulés au cours de l'année suivante, mais également de celle en cours durant le dernier trimestre. Le Nigeria demeure la principale destination du niébé nigérien.

Ainsi, en 2022, les exportations en valeur du niébé s'est sont établies à 75.800 millions, en légère baisse de 5,1% par rapport à leur niveau de 2021, où elles se sont chiffrées à 79.880 millions. Cette baisse est consécutive à la faible performances productive de la filière notamment au cours de la campagne précédente. En effet, de 2.629.771,8 tonnes en 2020, la production du niébé est passée à 1. 656.100 tonnes en 2021 et 1.768.700 tonnes en 2022.

Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

#### **1.1.1.2. 7. Autres exportations**

Ces exportations sont ressorties à 145.330 millions en 2022 contre 137.121 millions en 2021, soit une progression de 6%, en raison d'une augmentation des réexportations (+3,9%) de marchandises et des autres produits agropastoraux vers le Nigéria principalement.

En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations<sup>3</sup> est ressorti à 13,4%, en hausse de 2,7 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2021. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 15%.

**Tableau 5** : Evolution des intérêts de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations totales ajustées	668 217	659 728	642 345	671 900	652 600
Intérêts de la dette extérieure	53 428	59 132	62 347	71 650	87 185
Intérêts de la dette extérieure /Exportations	8,0%	9,0%	9,7%	10,7%	13,4%

**Sources** : BCEAO et MF

#### **1.1.1.3. Orientation géographique des exportations**

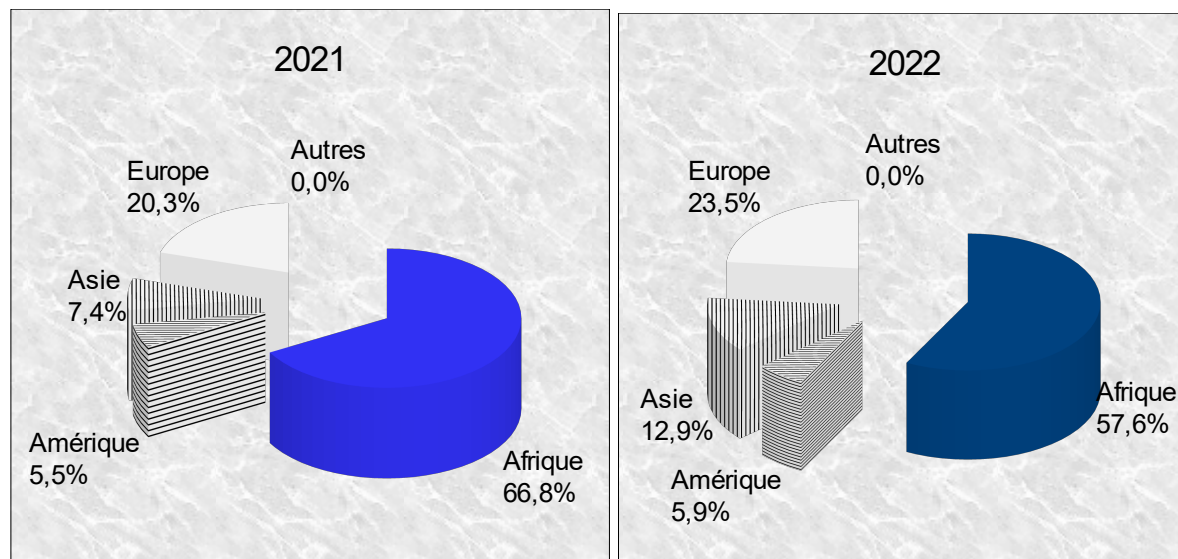
L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, donne la répartition des clients du Niger suivant l'orientation géographique. Il ressort de ce tableau que la structure des partenaires commerciaux du Niger est globalement restée inchangée qu'en 2021.

En effet, tel que indiqué sur le graphique 7 suivant, l'Afrique demeure le principal partenaire des exportations nigériennes avec 57,6% du total des exportations. Elle est suivie de l'Europe (23,5%), de l'Asie (12,9%) et de l'Amérique (5,9%).

<sup>3</sup> Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations consacrée au service de la dette extérieure. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.



**Graphique 7** : Répartition des exportations par zone géographique en 2021 et 2022



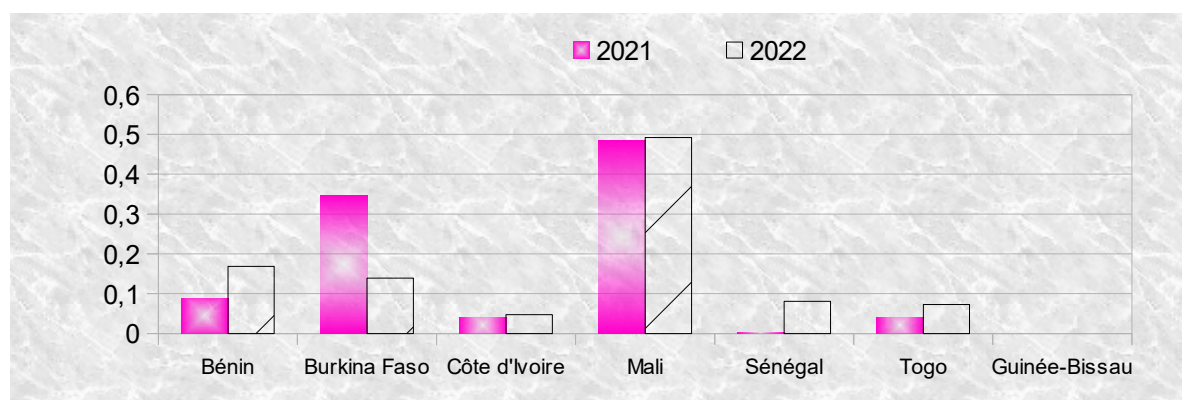
Source : BCEAO

La prépondérance des produits pétroliers et agropastoraux, dont le niébé, l'oignon, et les animaux sur pied, ainsi que des produits de réexportations, dans les exportations du Niger et dont la principale destination est le Nigeria et les pays de UEMOA, explique cette place occupée par l'Afrique. La baisse enregistrée est induite par celle des produits pétroliers et agropastoraux, notamment le niébé.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries<sup>4</sup> relevées entre les pays de l'Union. Environ 32,4% des exportations du Niger en 2022 ont été destinées vers ces pays alors que ce niveau était de 39,9% en 2021. Cette situation est imputable principalement à la baisse des expéditions des produits pétroliers raffinés, notamment vers le Mali le Burkina Faso.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignon, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina Faso.

**Graphique 8** : Répartition des exportations UEMOA en 2021 et 2022 (en %)



Source : BCEAO

<sup>4</sup> Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la mise en place d'une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007. Elle procède chaque année au retraitement des données du commerce intra-UEMOA, les purgeant des asymétries relevées sur la base des données douanières des Etats.

## 1.1.2. Importations de biens

### 1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 6 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

**Tableau 6** : Evolution des importations FOB de biens (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	1 267 714	1 362 883	1 419 616	1 563 299	1 822 401
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	262	1 883	29
<b>Total importations fob de biens</b>	<b>1 267 714</b>	<b>1 362 883</b>	<b>1 419 878</b>	<b>1 565 182</b>	<b>1 822 430</b>
PIB nominal	7 114 526	7 567 893	7 909 345	8 270 826	9 632 007
<b>Importations fob de biens / PIB</b>	<b>17,8%</b>	<b>18,0%</b>	<b>18,0%</b>	<b>18,9%</b>	<b>18,9%</b>

**Source** : BCEAO

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 9, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

### 1.1.2.2. Composition des importations de biens

L'analyse de ces groupes de produits a permis de mettre en évidence, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger.

Ainsi, les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, ressortent comme le groupe prédominant, avec 29,75% du total des achats à l'extérieur en 2022 contre 28,7% en 2021.

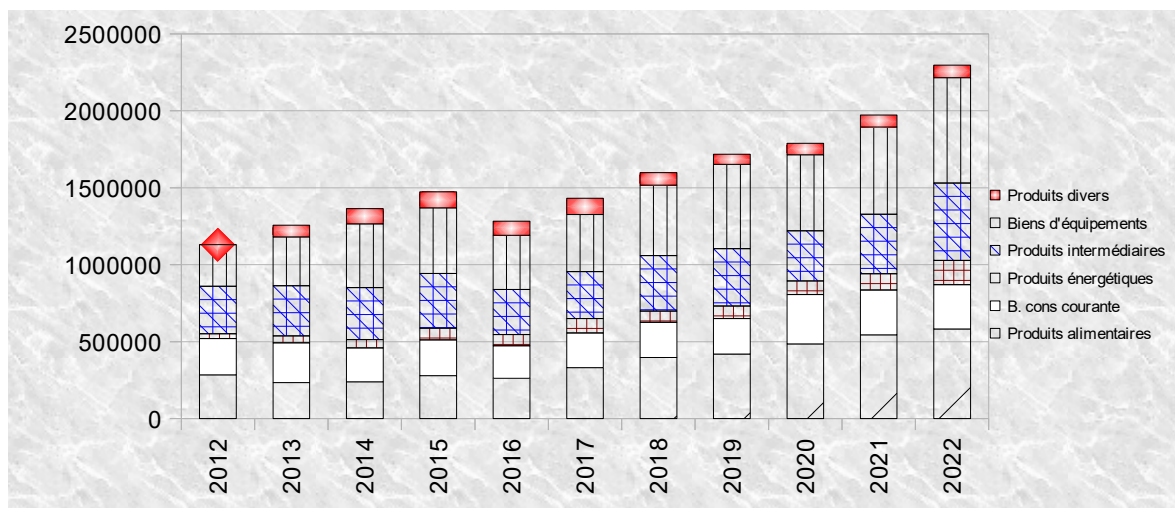
Il est suivi par les produits alimentaires (céréales, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.) avec 25,37% du total, après 27,6% un an plus tôt.

Viennent ensuite les biens intermédiaires (avec 21,93% en 2022 contre 19,6% l'année précédente), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques, les biens de consommation courante (12,54%) et les autres biens (3,57%). Les produits pétroliers et énergétiques sont passés de 5,3% à 6,84% entre 2021 et 2022, constitués essentiellement de carburacteur, de la bitume et de l'électricité.

La hausse des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec la reprise de l'activité économique et la poursuite des projets de construction d'infrastructures publiques et privées, notamment le pipeline d'exportation du et le barrage de Kandadji.

Quant aux produits alimentaires, leur progression, essentiellement des céréales, vise à combler le gap créé par le déficit de la campagne agricole 2021/2022.

**Graphique 9** : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2012 à 2022



Source : BCEAO

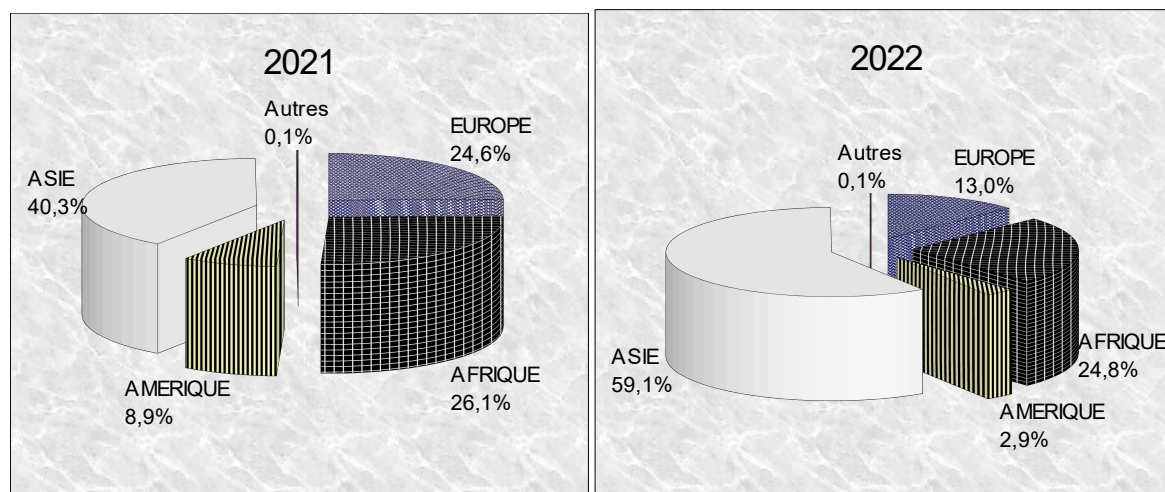
### 1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

La zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger avec 59,1% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2022 contre 40,3% un an plus tôt (cf. graphique 10 et annexe 1.12). Elle est suivie de l'Afrique avec 24,8% (contre 26,1% en 2021) et l'Europe avec 13,0% contre 24,6% en 2021. Quant au continent américain, il a livré 2,9% des importations du Niger, contre 8,9% un an plus tôt.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, de matériels de bureau, des textiles, des friperies et du thé.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, de matériels de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

**Graphique 10** : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2021 et 2022

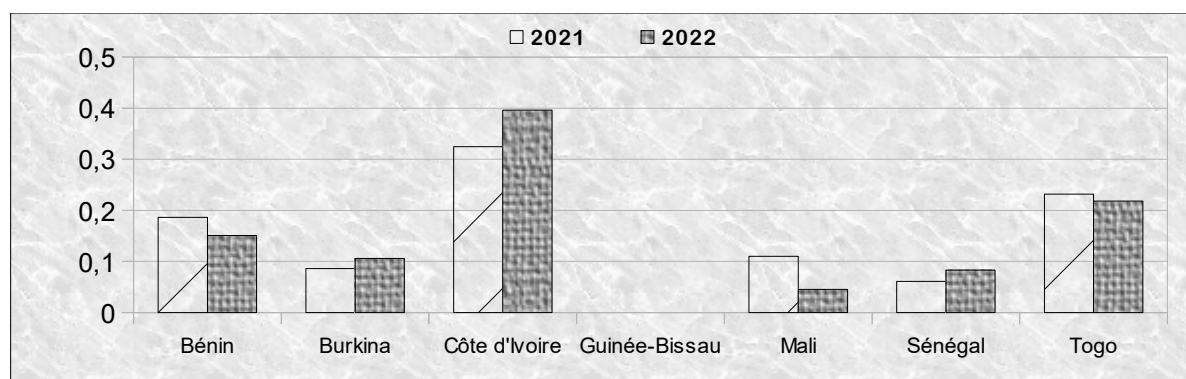


Source: BCEAO

Pour les importation au niveau du continent africain, 39,1% des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Ces importations sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales, des fruits et légumes et des produits manufacturés.

Les approvisionnements en provenance des Etats de l'Union se sont établies à 179.433,6 millions en 2022 contre 217.323,9 millions à fin décembre 2021. Ces transactions sont dominées par la Côte d'Ivoire (39,6%), le Togo (21,8%) et le Bénin (15,1%), comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

**Graphique 11** : Répartition des importations en provenance de l'UEMOA en 2020 et 2021



Source : BCEAO

## 1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 72.538 millions pour ressortir à -587.666 millions en 2022 contre -515.129 millions en 2021, induit principalement par la progression des dépenses en fret et assurance ainsi que la hausse des autres services.

Le solde déficitaire des autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'informations, de fabrication, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et maintenance, des travaux de construction ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs, s'est situé à 128.477 millions en 2022 contre 109.864 millions un an plus tôt. Ils enregistrent ainsi une détérioration de 18.614 millions. Cette situation résulte notamment de la consommation des services de construction, de réparation et maintenance et des autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international).

**Tableau 7** : Evolution de la balance des services de 2018 à 2028 (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Transport	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016	-472 139
Voyage	1 852	7 645	1 839	7 751	12 950
Autres services	-117 443	-104 053	-108 591	-109 864	-128 477
<b>Total balance des services</b>	<b>-466 153</b>	<b>-473 567</b>	<b>-491 227</b>	<b>-515 129</b>	<b>-587 666</b>

Source : BCEAO

### **1.2.1. Transports**

Le solde déficitaire des transports s'est aggravé, passant de 413.016 millions en 2021 à 472.139 millions en 2022, imputable principalement à la progression des dépenses nettes en fret induite par la hausse des importations, tempérée par le transport de passagers.

**Tableau 8** : Evolution du poste "transports" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Transports	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016	-472 139
- passagers	-16 848	-16 703	-2 370	658	4 870
- Fret	-331 873	-357 948	-368 365	-405 716	-468 228
- Autres	-1 840	-2 507	-13 740	-7 957	-8 781

**Source: BCEAO**

### **1.2.2. Voyages**

Le solde du poste « voyages » est ressorti à 12.950 millions en 2022 contre 7.751 millions un an plus tôt, porté essentiellement par les voyages à titre professionnel, en raison notamment de la tenue d'importants événements en 2022. Il convient également de noter les dépenses induites par la reprise du pèlerinage à la Mecque après la suspension due à la Covid-19.

Les transactions du Niger avec les autres pays de l'Union ont porté sur 20.725,7 millions pour les recettes en 2022 contre 19.301 millions en 2021 et des dépenses de 20.740,5 millions après 20.448,8 millions en 2021.

**Tableau 9** : Evolution du poste "voyages" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Voyages	1 852	7 645	1 839	7 751	12 950
- à titre professionnel	13 131	21 652	13 142	19 465	49 161
- à titre personnel	-11 279	-14 007	-11 303	-11 714	-36 211

**Source** : BCEAO

### **1.2.3. Autres Services**

L'examen du Tableau 10 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire des autres services de 128.477 millions, en hausse par rapport au niveau de 109.864 millions atteint en 2021, imputable essentiellement aux services d'entretien du fait des travaux d'entretien et de maintenance de la SORAZ et des travaux de construction fournis aux entreprises, atténuée par les recettes de télécommunications.

**Tableau 10** : Evolution du poste "Autres services" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-29 872	-20 230	-17 672	-16 128	-47 373
Travaux de construction	-62 971	-64 068	-56 389	-64 487	-74 740
Services d'assurance et de retraite	-5 670	-5 784	-7 184	-6 666	-4 929
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	12 201	18 502	-13 034	502	20 905
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-39 472	-43 361	-39 146	-53 195	-58 798
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	7 420	9 562	7 977	8 056	8 806
Divers autres services	920	1 327	16 857	22 054	27 652
<b>Total Autres services</b>	<b>-117 443</b>	<b>-104 053</b>	<b>-108 591</b>	<b>-109 864</b>	<b>-128 477</b>

**Source** : BCEAO

La consommation en services spécialisés concerne le secteur des BTP (travaux routiers, construction des échangeurs), l'exploration minière et pétrolière, ainsi que les télécommunications et les infrastructures de transport.

### 1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 8.670,58 millions pour s'établir à -139.953 millions en 2022, en liaison principalement avec à la hausse des paiements d'intérêts sur la dette publique plus importante que l'accroissement de l'excédent de la rémunération des salariés.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires, dont les versements communautaires à l'UEMOA et à la CEDEAO.

**Tableau 11** : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Rémunérations des salariés	12 249	13 921	3 830	9 460	13 520
Revenus des investissements	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765	-143 788
Dont intérêts sur la dette publique	-21 237	-22 198	-28 404	-37 934	-43 000
Autres revenus primaires	-9 203	-9 806	-10 385	-11 978	-9 685
<b>Revenu primaire net</b>	<b>-107 055</b>	<b>-113 013</b>	<b>-119 733</b>	<b>-131 282</b>	<b>-139 953</b>

**Source** : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 13.520 millions en 2022 contre 9.460 millions un an plus tôt.

Quant aux revenus des investissements, leur solde est ressorti à -143.788 millions en 2022 contre -128.765 millions en 2021, imputable aux versements de dividendes et aux paiements d'intérêts sur les engagements publics et privés.

Concernant les intérêts hors titres publics de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 43.000 millions en 2022 contre 37.934 millions un an plus tôt, en lien avec les tirages effectués les années précédentes.

Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus nets des investissements de 29,9%, en progression par rapport à 2021.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional par application d'une taxe de 0,8% sur certaines importations.

**Tableau 12** : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Total des revenus des investissements	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765	-143 788
.Revenus des investissements directs	-75 620	-76 838	-80 789	-87 114	-111 451
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-21 237	-22 198	-28 404	-37 934	-43 000
. Autres revenus des investissements	-13 244	-18 091	-3 985	-3 717	10 663
<b>Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements</b>	<b>19,3%</b>	<b>19,0%</b>	<b>25,1%</b>	<b>29,5%</b>	<b>29,9%</b>

Source : BCEAO

#### 1.4. Compte du revenu secondaire

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées, provenant principalement de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la France et du Luxembourg, passent de 158.994 millions en 2021 à un montant de 73.800 millions en 2022. S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 61.38 millions en 2022, provenant de l'Union Européenne et d'autres institutions et pays. L'Etat a, en outre, contribué au fonctionnement des organisations internationales et aux autres transferts .

En 2022, les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 202.795 millions contre 179.387 millions l'année précédente, imputable aux envois de fonds des travailleurs et aux réceptions des ONG.

En ce qui concerne les réceptions de fonds des migrants en provenance des autres pays de l'Union se sont situées à 57.328,5 millions contre 56.980,5 millions en 2021 et les envois de

fonds se sont établis à 40.299,1 millions en 2022 contre 33.791,9 millions en 2021, à la faveur du développement des moyens de transferts.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 337.993 millions en 2022 contre 375.680 millions un an plus tôt, en rapport avec une baisse des aides budgétaires.

**Tableau 13** : Evolution de la balance du revenu secondaire (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
- Administration publique	142 443	219 159	191 542	196 294	135 198
. dont aides budgétaires	125 669	193 100	163 763	158 994	73 800
- Autres secteurs	127 648	149 266	151 839	179 387	202 795
. dont envois de fonds des travailleurs	50 083	62 296	68 361	78 411	87 185
<b>Total revenu secondaire</b>	<b>270 091</b>	<b>368 425</b>	<b>343 381</b>	<b>375 680</b>	<b>337 993</b>

Source : BCEAO

## II - Compte de capital

Le solde de ce compte s'est situé à 435.078 millions en 2022 contre 489.314 millions en 2021. Ce mouvement baissier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par l'Etat.

Les dons projets d'un montant de 378.500 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne, de la Chine, du Japon, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale et des Etats-Unis à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions pour le financement des infrastructures économiques.

Par ailleurs, les dons en capital reçus par les autres secteurs ont concerné principalement les ONG et les ménages.

**Tableau 14** : Evolution du compte de capital (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
- Transferts de capital Adm. Publ.	303 264	320 939	372 235	446 150	378 500
. Remise de dette	0	0	0	0	0
. Autres transferts	303 264	320 939	372 235	446 150	378 500
- Transferts des autres secteurs	40 790	49 561	32 409	43 066	56 590
<b>Total des transferts de capital</b>	<b>344 054</b>	<b>370 500</b>	<b>404 643</b>	<b>489 216</b>	<b>435 090</b>
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	2 524	-710	1 339	98	-12
<b>Total compte de capital</b>	<b>346 578</b>	<b>369 790</b>	<b>405 983</b>	<b>489 314</b>	<b>435 078</b>

Source : BCEAO

## III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -822.402 millions en 2021 à -1.116.166 millions en 2022, imputable aux investissements directs étrangers et aux autres investissements.



**Tableau 15 :** Evolution du compte financier

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
- Investissements directs	-237 412	-401 419	-198 958	-308 083	-597 097
- Investissements de portefeuille	-79 253	-155 729	-9 764	-382 416	-157 466
- Dérivés financiers	0	0	0	-69	0
- Autres investissements	-129 656	-316 799	-354 900	-131 835	-361 603
<b>Compte financier</b>	<b>-446 320</b>	<b>-873 947</b>	<b>-563 622</b>	<b>-822 402</b>	<b>-1 116 166</b>

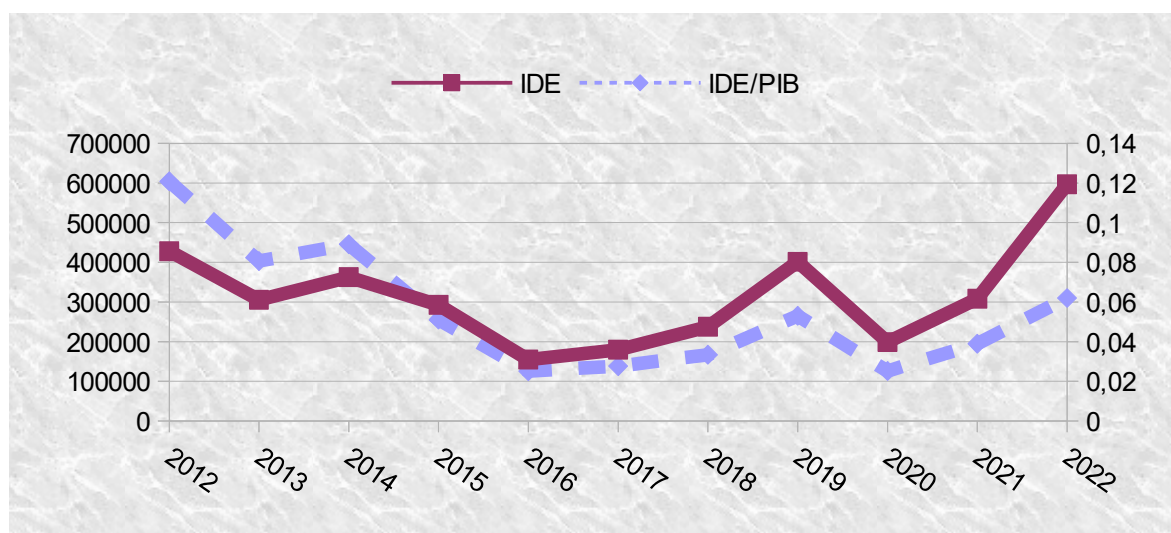
Source : BCEAO

### 3.1. Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -597.097 millions en 2022 contre -308.083 millions en 2021, du fait notamment de la poursuite des travaux de construction du pipeline pour l'exportation du pétrole brut nigérien, la poursuite de la prospection minière et pétrolière ainsi que des forages sur les champs d'Agadem et la poursuite du projet du Barrage de Kandadji.

Comme l'indique le graphique 12 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) présente une tendance haussière entamée depuis 2003, avant leur stabilisation relative entre 2015 et 2018. Après une période de repli en 2020 du à l'avènement de la Covid-19, les flux des IDE ont repris leur tendance haussière.

Ce profil reflète l'intensification des activités aurifères ainsi que le regain des investissements dans les secteurs minier, pétrolier et des transports.

**Graphique 12 :** Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2012 à 2022

Source : BCEAO

### 3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont passés de -382.416 millions en 2021 à -157.466 millions en 2022, en lien notamment à une baisse des titres publics émis par le Trésor public nigérien, souscrits par les autres Etats de l'Union, soutenue par une baisse des créances vis-à-vis du secteur privé.

### **3.3. Autres investissements**

Les autres investissements sont passés d'un solde de -131.835 millions en 2021 à -361.603 millions en 2022, imputable à la hausse des tirages publics, malgré l'accroissement des amortissements. En effet, les tirages publics nets ont progressé entre 2021 et 2022, passant de 164.419 millions à 342.699 millions. Pour le secteur privé, il est noté une réduction des engagements antérieurs.

### **IV – Capitaux monétaires**

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les créances et engagements extérieurs du secteur monétaire.

Ainsi, une variation négative des actifs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

#### **4.1. Créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale**

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ont connu une baisse de 51.032 millions de 2021 à 2022, passant ainsi de 419.155 millions à 368.123 millions. Le tableau 16 ci-après donne l'évolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale depuis 2018.

**Tableau 16 :** Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale  
(Montants en millions de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
<b>Créances sur les non-résidents</b>	<b>621 919</b>	<b>923 565</b>	<b>916 999</b>	<b>1 075 684</b>	<b>918 566</b>	<b>-157 119</b>
Avoirs officiels de réserve	79 595	102 275	177 185	329 567	213 109	-116 458
Monnaies Etrangères	676	2 135	3 080	4 342	384	-3 958
Position de réserve au FMI	21 640	20 381	14 419	23 786	19 168	-4 618
Avoirs en DTS	57 279	79 758	159 687	301 439	193 556	-107 882
Autres actifs extérieurs	542 324	821 290	739 814	746 118	705 457	-40 661
<b>Engagements extérieurs</b>	<b>359 210</b>	<b>456 904</b>	<b>520 480</b>	<b>656 529</b>	<b>550 443</b>	<b>-106 087</b>
Engagements extérieurs de court terme	128 194	151 625	219 588	245 094	299 824	54 730
Crédits FMI	128 194	151 625	219 588	245 094	299 824	54 730
Autres engagements extérieurs	231 016	305 278	300 892	411 435	250 618	-160 817
Allocation DTS	50 129	51 023	48 874	153 475	155 389	1 914
Dépôts transférables de non-résidents	2 113	3 231	2 173	1 674	1 648	-27
Autres dépôts non-résidents	3 163	10 509	5 158	5 717	11 079	5 362
Autres comptes à payer non-résidents	175 610	240 515	244 687	250 569	82 503	-168 065
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>262 709</b>	<b>466 662</b>	<b>396 519</b>	<b>419 155</b>	<b>368 123</b>	<b>-51 032</b>

**Source :** BCEAO

L'analyse du tableau 16 ci-dessus révèle que la baisse des actifs extérieurs nets en 2022 provient de celle des avoirs officiels de réserve (-116.458 millions), soutenue par une baisse des autres actifs extérieure (-40.661 millions).

#### 4.2. Créances et engagements des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques se sont réconfortés de 49.603 millions en passant de 281.715 millions en 2021 à 331.318 millions en 2022. Cette situation reflète une hausse des créances sur les non-résidents, plus importante que celle des engagements envers les non-résidents, comme l'indique le tableau 17 ci-après.

**Tableau 17 :** Evolution des créances et engagements des banques (Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	Variation 2022/2021
<b>Créances sur les non-résidents</b>	<b>284 073,0</b>	<b>435 416,0</b>	<b>375 519,0</b>	<b>511 046,0</b>	<b>574 720,0</b>	<b>63 674</b>
Avoirs en monnaies étrangères	2 232,0	2 259,0	1 853,0	2 632,0	2 607,0	-25
Dépôts	27 452,0	42 521,0	43 877,0	101 195,0	49 951,0	-51 244
Dépôts transférables	26 805,0	39 032,0	35 070,0	93 822,0	38 513,0	-55 309
Autres dépôts	647,0	3 489,0	8 807,0	7 373,0	11 438,0	4 065
Crédits	160 008,0	185 693,0	137 484,0	114 767,0	162 674,0	47 907
Autres crédits	160 008,0	185 563,0	137 484,0	114 767,0	162 674,0	47 907
Titres autres qu'actions	90 756,0	200 570,0	188 560,0	288 757,0	354 841,0	66 084
Actions et autres titres de participation	3 488,0	3 987,0	3 510,0	3 517,0	4 622,0	1 105
Autres créances	137,0	386,0	235,0	178,0	25,0	-153
<b>Engagements envers les non résidents</b>	<b>223 139,0</b>	<b>260 995,0</b>	<b>212 231,0</b>	<b>229 331,0</b>	<b>243 402,0</b>	<b>14 071</b>
Dépôts	142 940,0	145 254,0	114 183,0	126 824,0	160 811,0	33 987
Dépôts transférables	99 113,0	93 251,0	90 877,0	74 964,0	103 684,0	28 720
Autres dépôts	43 827,0	52 003,0	23 306,0	51 860,0	57 127,0	5 267
Crédits	80 199,0	114 078,0	98 025,0	94 298,0	75 319,0	-18 979
Autres crédits	80 199,0	114 078,0	97 025,0	94 298,0	75 279,0	-19 019
Autres engagements	0,0	1 663,0	23,0	8 209,0	7 272,0	-937
Autres comptes à payer	0,0	1 663,0	23,0	8 209,0	7 272,0	-937
<b>ACTIFS EXTERIEURS NETS</b>	<b>60 934</b>	<b>174 421</b>	<b>163 288</b>	<b>281 715</b>	<b>331 318</b>	<b>49 603</b>

**Source :** BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

#### 4.3. Actifs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2022 s'est traduite par une dépréciation de 1.429 millions, imputable aux actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 1.675 millions contre un excédent de 140.213 millions en 2021.

**Tableau 18 :** Evolution des actifs extérieurs nets (AEN) (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022
Variation des AEN de la BC	-262 709	-203 952	70 143	-22 636	51 032
Variation des AEN du sect. Banc.	23 201	-113 487	11 133	-118 427	-49 603
Solde monétaire	-239 508	-317 439	81 276	-141 063	1 429
Réévaluation	353 438	-496	-1 239	850	246
Ajustement passage manuel 2001 des statistiques monétaires	0	0	0	0	0
<b>Solde global de la balance des paiements</b>	<b>-113 930</b>	<b>317 935</b>	<b>-80 036</b>	<b>140 213</b>	<b>-1 675</b>

**Source :** BCEAO

#### V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-

résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs financiers d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent le patrimoine financier des agents entre le début et la fin de l'année.

### 5.1 Variation de la position extérieure globale

En fin de l'année 2022, la position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -9.763.252 millions contre un solde de -8.647.964 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements, conjuguée à une baisse des avoirs.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2022 sont retracés à l'annexe 1.18.

**Tableau 19 :** Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2021 et 2022 (Montants en millions)

Poste	2 021	Autres flux	2 022
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>1 552 067</b>	<b>10 626</b>	<b>1 459 312</b>
Investissements directs	213 296	3 116	221 456
Investissements de portefeuille	13 250	226	8 622
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	249 836	1 432	310 668
Monnaie fiduciaire et dépôts	103 950	-116	64 469
Prêts	127 841	15	230 897
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
Crédits commerciaux et avances	17 868	1 533	15 278
Autres comptes à payer/à recevoir	178	0	25
Avoirs de réserves	1 075 684	5 851	918 566
Droits de tirage spéciaux	301 439	2 384	193 556
Position de réserve au FMI	23 786	3 468	19 168
Autres avoirs	750 459	0	705 841
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>10 200 031</b>	<b>8 264</b>	<b>11 222 563</b>
Investissements directs	5 111 661	443	5 714 055
Investissements de portefeuille	1 110 110	2 215	1 269 048
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	3 978 260	5 606	4 239 460
Autres titres de participation	0	0	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	188 295	0	223 504
Prêts	3 295 773	3 692	3 690 734
Crédits commerciaux et avances	61 547	0	61 901
Autres comptes à payer/à recevoir	279 169	0	107 932
Droits de tirage spéciaux	153 475	1 914	155 389
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-8 647 964</b>	<b>2 363</b>	<b>-9 763 252</b>

**Source :** BCEAO

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.459.312 millions en 2022 contre 1.552.067 millions en 2021.

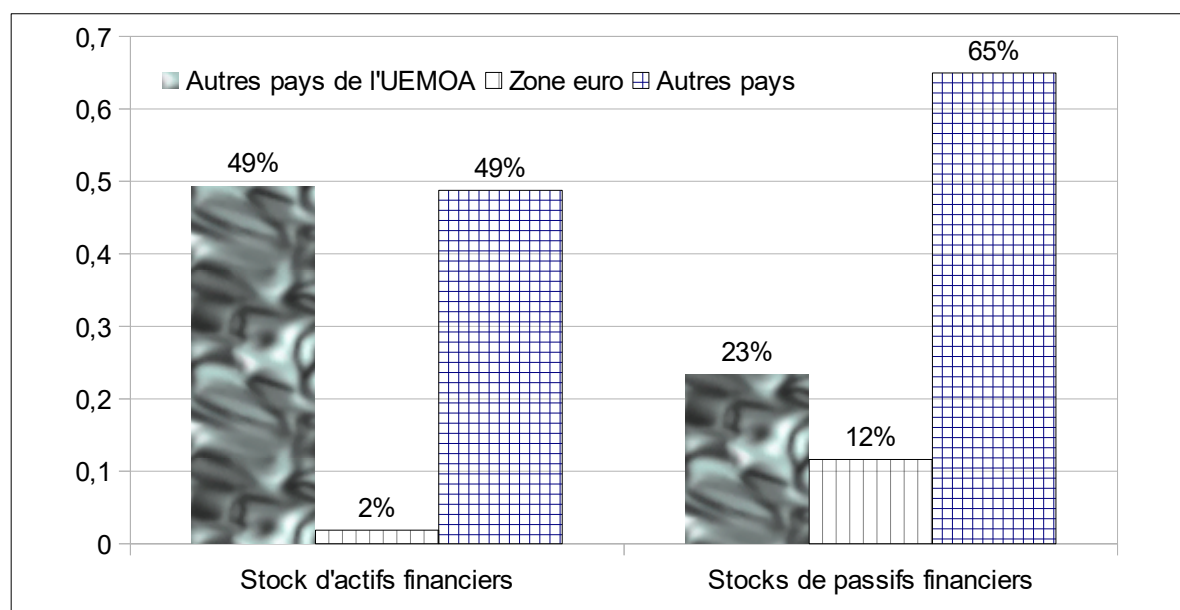
Cette situation résulte principalement des avoirs extérieurs de la Banque Centrale et des banques. Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 11.222.563 millions en 2022 contre 10.200.031 millions en 2021, imputable principalement aux « investissements directs étrangers » et aux « autres investissements ».

## 5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

L'analyse de la répartition géographique des actifs financiers met en évidence la prédominance des pays de l'UEMOA et des autres pays avec respectivement 49,4% et 48,8% (voir graphique 13). Le stock d'actifs est essentiellement constitué par les avoirs des autorités monétaires, les investissements directs étrangers et les autres investissements avec des parts respectives de 68,48%, 7,71% et 23,16%.

Les engagements financiers ont cru au cours de la période, dominés par les autres pays (hors UEMOA et zone euro) (64,9%), la zone UEMOA (23,4%) et la zone euro (11,6%). Ils sont essentiellement composés des investissements directs étrangers, des dépôts, des prêts, des crédits commerciaux et des autres comptes à payer/ à recevoir.

**Graphique 13 :** Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2022



Source : BCEAO

## **CONCLUSION**

Les échanges extérieurs au cours de l'année 2022 se sont traduits par un déficit du solde global de la balance des paiements de 1.675 millions, en raison notamment d'une dégradation du déficit du compte de transactions courantes et de capital plus importante que l'accroissement de l'excédent du compte financier.

En effet, l'évolution du compte financier a été portée par les investissements directs étrangers dans les domaines pétroliers (projet du pipeline notamment) et miniers et les autres investissements avec les tirages publics.

La dégradation du déficit du compte courant de 33,9% est imputable à la détérioration de la balance des biens et services, conjuguée à une réduction du solde positif du revenu secondaire. La balance commerciale a été marquée par une hausse des importations de 16,4%, induite par les achats de biens d'équipements et intermédiaires dans le cadre de l'exécution des grands projets d'investissements publics (barrage de Kandadji, routes, etc.) et privés (construction du pipeline de transports du pétrole brut et projets miniers). Cette situation a été aggravée par une baisse des exportations de 2,9%, imputable principalement aux produits pétroliers.

En vue de la maîtrise du déficit structurel des transactions courantes, l'amélioration du solde global de la balance des paiements du Niger, il est recommandé :

- **poursuivre le renforcement de la sécurité des personnes et de leurs biens**, condition nécessaire pour la réalisation de toute activité économique ;
- **intensifier la mise en œuvre du programme pôles agro-industriels**, en vue de la transformation structurelle de l'agriculture et de la modernisation du monde rural ;
- **poursuivre les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires**, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- **renforcer le soutien aux PME/PMI**, avec l'intensification des activités du Fonds National d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises et Moyennes Industries (FONAP), l'accélération de la mise en œuvre du dispositif de soutien aux PME/PMI, l'adoption de la Charte des PME, la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion des PME, l'instauration de programmes d'éducation financière, l'accélération de la mise place de la finance islamique pour améliorer le taux de bancarisation, la réduction des délais de paiements des fournisseurs publics, la prise de mesures pour favoriser l'émergence d'entreprises locales championnes et la réduction des coûts des facteurs (énergie, transport), afin de mieux accompagner les entreprises du tissu productif de l'économie nationale et favoriser l'industrialisation du pays ;
- **diversifier l'offre locale de produits alimentaires, de biens manufacturés et ceux destinés à l'exportation**, par le développement des chaînes de valeur des secteurs

bétail, oignon, lait, sucre, sésame et riz, la création de nouvelles unités de production de ciment, afin de réduire les importations de ce produit, et diversifier l'offre de produits pétroliers raffinés avec la production du Jet A1 par la société de raffinage ainsi que l'élaboration et l'adoption d'une politique industrielle, la mise à jour de la politique commerciale et de promotion du secteur privé ;

- **poursuivre le recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance**, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement pour l'Etat ;
- **Poursuivre l'amélioration de l'inclusion financière**, en vue d'une extension du réseau bancaire, notamment au niveau des zones frontalières à fortes potentialités économiques ;
- **produire des notes sectorielles monographiques mettant en évidence les atouts et les faiblesses des différents secteurs économiques** ;
- **intensifier la mise en place des politiques visant l'accroissement de l'offre locale de services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et de bâtiments et travaux publics**, par le renouvellement du parc automobile, la poursuite du renforcement des plateaux techniques des centres de santé ainsi que l'amélioration de la qualité et la diversification de l'offre de formations, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;
- **poursuivre la mise en place de politiques visant à promouvoir les industries culturelles et touristiques**, à travers le renforcement de la sécurité des sites et l'amélioration de la qualité des œuvres artistiques et culturelles ;
- **renforcer la collaboration entre les acteurs en charge des statistiques du compte extérieur, afin d'améliorer la qualité des statistiques produites au niveau national.**

# **ANNEXES**



Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	39
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	40
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	41
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	42
Annexe 1.6 : Compte de biens	43
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	43
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	44
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	44
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	45
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	46
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	47
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	48
Annexe 1.14 : Evolution du compte de revenu primaire	48
Annexe 1.15 : Evolution du compte de revenu secondaire	48
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	49
Annexe 1.17 : Evolution du compte financier	49
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	50
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	51
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	52
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)	53
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2022 à partir des statistiques officielles	61
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2022	61
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2022	62
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2022	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2022	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021	62

## ANNEXE :

## Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 617 385</b>	<b>3 176 841</b>	<b>-1 559 456</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>858 343</b>	<b>2 615 839</b>	<b>-1 757 496</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>652 600</b>	<b>1 822 430</b>	<b>-1 169 829</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	593 191	1 822 401	-1 229 209
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	77 400	0	77 400
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	29	-29
1.A.a.3	Or non monétaire	59 409	0	59 409
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>205 743</b>	<b>793 410</b>	<b>-587 666</b>
1.A.b.3	Transport	23 207	495 346	-472 139
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	2 674	470 902	-468 228
1.A.b.4	Voyage	75 357	62 407	12 950
1.A.b.0	Autres services	107 180	235 657	-128 477
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	<b>116 461</b>	<b>256 414</b>	<b>-139 953</b>
1.B.1	Revenus des salariés	67 805	54 285	13 520
1.B.2	Revenus des investissements	48 656	192 444	-143 788
1.B.3	Autres revenus primaires	0	9 685	-9 685
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	<b>642 580</b>	<b>304 588</b>	<b>337 993</b>
1.C.1	Administrations publiques	135 654	456	135 198
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	73 800	0	73 800
1.C.2	Autres secteurs	506 927	304 132	202 795
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	384 571	297 387	87 185
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>437 356</b>	<b>2 279</b>	<b>435 078</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1640	1 652	-12
2.2	Transfert en capital	435 716	626	435 090
2.2.1	Administrations publiques	378 500	0	378 500
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	57 216	626	56 590
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>-102 986</b>	<b>1 014 854</b>	<b>-1 117 841</b>
3.1	Investissements directs	5 439	602 536	-597 097
3.2	Investissements de portefeuille	-4 855	152 611	-157 466
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-4 275	357 328	-361 603
3.5	Avoirs de réserves	-99 296	-97 622	-1 675
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-2 157 728</b>	<b>-2 164 265</b>	<b>6 537</b>

Source : BCEAO

## Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	1 617 385	3 176 841	-1 559 456
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	858 343	2 615 839	-1 757 496
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	652 600	1 822 430	-1 169 829
1.A.a.1	Marchandises générales	593 191	1 822 401	-1 229 209
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	77 400	0	77 400
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	29	-29
1.A.a.3	Or non monétaire	59 409	0	59 409
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	205 743	793 410	-587 666
1.A.b.3	Transport	23 207	495 346	-472 139
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	2 674	470 902	-468 228
1.A.b.4	Voyage	75 357	62 407	12 950
1.A.b.0	Autres services	107 180	235 657	-128 477
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	116 461	256 414	-139 953
1.B.1	Revenus des salariés	67 805	54 285	13 520
1.B.2	Revenus des investissements	48 656	192 444	-143 788
1.B.3	Autres revenus primaires	0	9 685	-9 685
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	642 580	304 588	337 993
1.C.1	Administrations publiques	135 654	456	135 198
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	73 800	0	73 800
1.C.2	Autres secteurs	506 927	304 132	202 795
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	384 571	297 387	87 185
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	437 356	2 279	435 078
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1640	1652,22	-12
2.2	Transfert en capital	435 716	626	435 090
2.2.1	Administrations publiques	378 500	0	378 500
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	57 216	626	56 590
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	-3 690	1 112 476	-1 116 166
3.1	Investissements directs	5 439	602 536	-597 097
3.2	Investissements de portefeuille	-4 855	152 611	-157 466
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-4 275	357 328	-361 603
	Administration publique	0	342 700	-342 700
3.5	Autres secteurs	-4 275	14 628	-18 903
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-2 157 728	-2 164 265	6 537
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	-99 296	-97 622	-1 675
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	99 296	97 622	1 675
8.1	Banque centrale	162 970	111 692	51 278
8.2	Autres institutions de dépôts	-63 674	-14 071	-49 603

Source : BCEAO

**Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements  
en termes de transactions**

(En millions de FCFA)

	Poste	2018	2019	2020	2021	2022
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	-902 614	-921 310	-1 045 111	-1 164 013	-1 559 456
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>-1 065 650</b>	<b>-1 176 722</b>	<b>-1 268 759</b>	<b>-1 408 411</b>	<b>-1 757 496</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	-599 497	-703 155	-777 533	-893 282	-1 169 829
1.A.a.1	Marchandises générales	-624 910	-725 532	-819 062	-935 060	-1 229 209
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	108 563	88 707	72 231	74 800	77 400
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	-262	-1 883	-29
1.A.a.3	Or non monétaire	25 413	22 377	41 791	43 660	59 409
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129	-587 666
1.A.b.3	Transport	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016	-472 139
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-331 873	-357 948	-368 365	-405 716	-468 228
1.A.b.4	Voyage	1 852	7 645	1 839	7 751	12 950
1.A.b.0	Autres services	-117 443	-104 053	-108 591	-109 864	-128 477
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282	-139 953
1.B.1	Revenus des salariés	12 249	13 921	3 830	9 460	13 520
1.B.2	Revenus des investissements	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765	-143 788
1.B.3	Autres revenus primaires	-9 203	-9 806	-10 385	-11 978	-9 685
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	270 091	368 425	343 381	375 680	337 993
1.C.1	Administrations publiques	142 443	219 159	191 542	196 294	135 198
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	125 669	193 100	163 763	158 994	73 800
1.C.2	Autres secteurs	127 648	149 266	151 839	179 387	202 795
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	50 083	62 296	68 361	78 411	87 185
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	346 578	369 790	405 983	489 314	435 078
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	2 524	-710	1 339	98	-12
2.2	Transfert en capital	344 054	370 500	404 643	489 216	435 090
2.2.1	Administrations publiques	303 264	320 939	372 235	446 150	378 500
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	40 790	49 561	32 409	43 066	56 590
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	-446 320	-873 947	-563 622	-822 402	-1 116 166
3.1	Investissements directs	-237 412	-401 419	-198 958	-308 083	-597 097
3.2	Investissements de portefeuille	-79 253	-155 729	-9 764	-382 416	-157 466
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	-69	0
3.4	Autres investissements	-129 656	-316 799	-354 900	-131 835	-361 603
3.4.0.3	Administration publique	-134 160	-268 780	-385 997	-163 377	-342 700
3.4.0.4	Autres secteurs	4 504	-48 019	31 097	31 542	-18 903
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-4 214	-4 491	-4 530	-7 490	6 537
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	-113 930	317 935	-80 036	140 213	-1 675
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	113 930	-317 935	80 036	-140 213	1 675
8.1	Banque centrale	90 729	-204 448	68 903	-22 636	51 278
8.2	Autres institutions de dépôts	23 201	-113 487	11 133	-117 577	-49 603

## Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Biens et services	-1 065 650	-1 176 722	-1 268 759	-1 408 411	-1 757 496
Biens	-599 497	-703 155	-777 533	-893 282	-1 169 829
Services	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129	-587 666
Revenu primaire	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282	-139 953
Revenu secondaire	270 091	368 425	343 381	375 680	337 993
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-902 614</b>	<b>-921 310</b>	<b>-1 045 111</b>	<b>-1 164 013</b>	<b>-1 559 456</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-1 028 282</b>	<b>-1 114 410</b>	<b>-1 208 874</b>	<b>-1 323 007</b>	<b>-1 633 256</b>
<b>PIB Nominal</b>	<b>7 114 526</b>	<b>7 567 893</b>	<b>7 911 032</b>	<b>8 268 344</b>	<b>9 620 982</b>
<b>Solde courant (en pourcentage du PIB)</b>	<b>-12,7%</b>	<b>-12,1%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>-14,7%</b>	<b>-16,2%</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-14,5%</b>	<b>-14,6%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>-16,7%</b>	<b>-17,0%</b>
Dons (aides budgétaires)	125 669	193 100	163 763	158 994	73 800

Source : BCEAO

## Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations de biens et services	805 388	812 456	770 400	826 546	858 343
Importations de biens et services	1 871 038	1 989 178	2 039 159	2 234 957	2 615 839
<b>Balance commerciale de biens et services</b>	<b>-1 065 650</b>	<b>-1 176 722</b>	<b>-1 268 759</b>	<b>-1 408 411</b>	<b>-1 757 496</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en %)</b>	<b>43,0%</b>	<b>40,8%</b>	<b>37,8%</b>	<b>37,0%</b>	<b>32,8%</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>37,6%</b>	<b>36,8%</b>	<b>35,5%</b>	<b>38,7%</b>	<b>36,1%</b>

Source : BCEAO

## Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations de biens	668 217	659 728	642 345	671 900	652 600
Importations de biens	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182	1 822 430
<b>Balance commerciale de biens</b>	<b>-599 497</b>	<b>-703 155</b>	<b>-777 533</b>	<b>-893 282</b>	<b>-1 169 829</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en %)</b>	<b>52,7%</b>	<b>48,4%</b>	<b>45,2%</b>	<b>42,9%</b>	<b>35,8%</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>27,2%</b>	<b>26,6%</b>	<b>26,1%</b>	<b>28,3%</b>	<b>25,7%</b>

Source : BCEAO

## Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	642 805	637 351	600 554	628 240	593 191
<i>Dont réexportations</i>	108 563	88 707	72 231	74 800	77 400
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	-262	-1883	-28,89
Or non monétaire	25 413	22 377	41 791	43 660	59 409
<b>Total exportations de biens</b>	<b>668 217</b>	<b>659 728</b>	<b>642 345</b>	<b>671 900</b>	<b>652 600</b>

Source : BCEAO

**Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits**  
(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Uranium	117 191	128 485	145 470	104 968	98 970
Bétail	74 742	69 804	64 370	75 168	84 800
Oignons	86 385	92 974	87 647	100 336	102 500
Pétrole raffiné	129 305	128 400	105 370	130 767	85 800
Niébé	77 450	71 474	67 336	79 880	75 800
Or non monétaire	25 413	22 377	41 791	43 660	59 409
Autres march. Génér.	157 732	146 214	130 360	137 121	145 321
dont réexportation	108 563	88 707	72 231	74 800	77 400
<b>Total exportations de biens</b>	<b>668 217</b>	<b>659 728</b>	<b>642 345</b>	<b>671 900</b>	<b>652 600</b>

Source : BCEAO

**Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises**

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
<b>EUROPE</b>	<b>121 857</b>	<b>93 922</b>	<b>132 488</b>	<b>87 996</b>	<b>84 537</b>
France	106 552	85 826	122 273	81 269	81 287
Espagne	45	5 492	7 334	405	972
Allemagne	903	958	1 743	1 941	1 905
<b>AFRIQUE</b>	<b>248 314</b>	<b>276 022</b>	<b>208 929</b>	<b>289 660</b>	<b>207 449</b>
<b>UEMOA</b>	<b>92 994</b>	<b>111 333</b>	<b>148 481</b>	<b>172 929</b>	<b>116 632</b>
Bénin	15 163	15 377	17 612	15 182	19 622
Burkina	15 638	21 055	52 860	59 759	16 250
Côte d'Ivoire	4 886	5 955	5 118	6 685	5 492
Guinée-Bissau	10	0	0	0	0
Mali	43 523	54 667	62 458	83 941	57 423
Sénégal	1 111	1 922	1 476	571	9 402
Togo	12 664	12 356	8 957	6 791	8 444
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>151 559</b>	<b>148 556</b>	<b>32 488</b>	<b>55 119</b>	<b>70 863</b>
Nigeria	125 885	116 899	23 275	35 134	45 466
Ghana	25 610	31 560	9 054	18 354	25 397
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>3 761</b>	<b>0</b>	<b>27 960</b>	<b>30 855</b>	<b>19 955</b>
<b>AMERIQUE</b>	<b>21 083</b>	<b>13 134</b>	<b>44 061</b>	<b>23 787</b>	<b>21 388</b>
USA	20 369	12 265	12 572	115	2 569
Canada	20	863	31 489	23 670	18 818
Autres	695	6	0	2	0
<b>ASIE</b>	<b>71 953</b>	<b>62 506</b>	<b>42 537</b>	<b>32 072</b>	<b>46 602</b>
Chine	26 359	164	91	174	361
Dubai	20 165	22 377	37 154	35 436	70
Corée du Sud	250	17 830	1	0	0
Japon	3 155	21 150	5 149	4	0
<b>Autres pays</b>	<b>161</b>	<b>1</b>	<b>36</b>	<b>8</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>463 369</b>	<b>445 585</b>	<b>428 052</b>	<b>433 523</b>	<b>359 975</b>

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la quatorzième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

### Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Marchandises générales	1 267 714	1 362 883	1 419 878	1 565 182	1 822 430
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
<b>Total importations de biens</b>	<b>1 267 714</b>	<b>1 362 883</b>	<b>1 419 878</b>	<b>1 565 182</b>	<b>1 822 430</b>
<b>Importations de biens / PIB</b>	<b>17,8%</b>	<b>18,0%</b>	<b>17,9%</b>	<b>18,9%</b>	<b>18,9%</b>

Source : BCEAO

### Annexe 1.11 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Produits alimentaires	397 560	419 142	485 301	485 301	582 600
Autres biens de consommation courante	227 533	231 193	320 198	320 198	288 100
Produits pétroliers et énergétiques	73 886	81 257	88 576	88 576	157 100
Matières premières et biens intermédiaires	360 792	372 898	326 221	326 221	503 600
Biens d'équipement	456 111	547 207	494 623	494 623	683 300
Produits divers	81 741	65 863	74 468	257 586	81 998
<b>Total importations de biens CAF</b>	<b>1 597 623</b>	<b>1 717 559</b>	<b>1 789 386</b>	<b>1 972 505</b>	<b>2 296 698</b>
<b>Total importations de biens FOB</b>	<b>1 267 714</b>	<b>1 362 883</b>	<b>1 419 878</b>	<b>1 565 182</b>	<b>1 822 430</b>

Source : BCEAO

**Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises**

(Valeur en millions FCFA)

<b>ZONES GEOGRAPHIQUES (**)</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
<b>EUROPE</b>	250 487	322 334	398 855	440 249	400 730	241 174
France	120 252	156 590	170 984	195 833	218 348	85 198
Royaume-Uni	1 492	3 711	2 763	1 662	1 620	1 363
Allemagne	22 877	34 418	26 773	29 305	46 550	23 474
Pays-Bas	19 287	8 441	9 537	12 202	13 730	10 925
Espagne	7 498	8 528	6 757	8 446	7 039	9 644
Italie	11 580	15 335	16 780	7 780	10 953	8 909
<b>AFRIQUE</b>	310 007	378 590	391 009	374 426	425 718	459 038
<b>UEMOA</b>	<b>176 247</b>	<b>202 858</b>	<b>208 754</b>	<b>208 261</b>	<b>217 324</b>	<b>179 434</b>
Bénin	31 904	56 534	52 972	35 858	40 464	27 099
Burkina	12 936	12 489	17 993	31 135	18 679	19 008
Côte d'Ivoire	44 930	59 606	65 647	67 523	70 585	71 059
Guinée-Bissau	0	0	0	7	0	0
Mali	19 482	19 234	11 067	10 783	23 953	8 183
Sénégal	10 977	9 083	10 041	12 239	13 298	14 928
Togo	56 019	45 912	51 035	50 717	50 346	39 158
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	96 538	133 017	122 558	119 389	159 344	222 264
Nigeria	66 378	92 564	87 318	80 175	116 002	184 954
Ghana	30 026	40 395	35 122	39 133	42 972	37 200
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	37 222	42 716	59 697	46 775	49 050	57 340
<b>AMERIQUE</b>	162 396	134 444	116 258	141 426	144 228	53 732
USA	141 560	108 673	93 178	94 210	99 687	35 200
Brésil	15 017	19 797	16 380	30 594	25 177	10 464
Argentine	1 254	1 536	1 415	1 134	861	1 246
<b>ASIE</b>	376 151	568 497	662 612	638 352	656 391	1 093 172
Japon	38 172	35 887	47 509	49 628	64 733	41 560
Pakistan	7 823	15 726	6 929	31 352	18 481	16 279
Rep,Pop,Chine	132 647	293 269	331 237	320 599	288 218	576 110
Inde	27 704	35 506	57 298	71 243	132 764	239 820
Arabie Saoudite	618	974	960	1 189	827	1 349
Thaïlande	106 123	129 963	129 980	102 740	91 872	88 458
Autres	63 064	57 171	88 699	61 601	59 496	129 597
<b>Autres pays</b>	7 437	4 338	2 091	3 758	2 050	2 245
<b>TOTAL</b>	<b>1 106 478</b>	<b>1 508 204</b>	<b>1 570 825</b>	<b>1 598 210</b>	<b>1 629 116</b>	<b>1 849 360</b>

**Source :** Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.



**Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services***(En millions de FCFA)*

Poste	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Transport	-350 562	-377 158	-384 475	-413 016	-472 139
<i>Dont fret</i>	-331 873	-357 948	-368 365	-405 716	-468 228
Voyage	1 852	7 645	1 839	7 751	12 950
<b>Autres services</b>	-117 443	-104 053	-108 591	-109 864	-128 477
<b>Total services nets</b>	-466 153	-473 567	-491 227	-515 129	-587 666

Source : BCEAO

**Annexe 1.14 : Evolution du compte «revenu primaire»***(En millions de FCFA)*

Poste	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Rémunérations des salariés	12 249	13 921	3 830	9 460	13 520
Revenus des investissements	-110 101	-117 128	-113 178	-128 765	-143 788
<i>Dont intérêts sur la dette publique hors titres</i>	-21 237	-22 198	-28 404	-28 404	43 000
Autres revenus primaires	-9 203	-9 806	-10 385	-11 978	-9 685
<b>Revenu primaire net</b>	-107 055	-113 013	-119 733	-131 282	-139 953

Source : BCEAO

**Annexe 1.15 : Evolution du compte «revenu secondaire»***(En millions de FCFA)*

Poste	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
Administration publique	142 443	219 159	191 542	196 294	135 198
<i>Dont aide budgétaire</i>	125 669	193 100	163 763	158 994	73 800
Autres secteurs	127 648	149 266	151 839	179 387	202 795
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	50 083	62 296	68 361	78 411	87 185
<b>Revenu secondaire net</b>	<b>270 091</b>	<b>368 425</b>	<b>343 381</b>	<b>375 680</b>	<b>337 993</b>

Source : BCEAO

**Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital***(En millions de FCFA)*

<b>Poste</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	2 524	-710	1 339	98	-12
Transferts de capital	344 054	370 500	404 643	489 216	435 090
Administration publique	303 264	320 939	372 235	446 150	378 500
<i>Dont remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
Autres secteurs	40 790	49 561	32 409	43 066	56 590
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>346 578</b>	<b>369 790</b>	<b>405 983</b>	<b>489 314</b>	<b>435 078</b>

Source : BCEAO

**Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)***(En millions de FCFA)*

<b>Poste</b>	<b>2 018</b>	<b>2 019</b>	<b>2 020</b>	<b>2 021</b>	<b>2 022</b>
Investissements directs	-237 412	-401 419	-198 958	-308 083	-597 097
Investissements de portefeuille	-79 253	-155 729	-9 764	-382 416	-157 466
Dérivés financiers	0	0	0	-69	0
Autres investissements	-129 656	-316 799	-354 900	-131 835	-361 603
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-446 320</b>	<b>-873 947</b>	<b>-563 622</b>	<b>-822 402</b>	<b>-1 116 166</b>

Source : BCEAO

**Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette**  
(En millions de FCFA)

	Poste	2 021	Autres flux	2 022
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>1 552 067</b>	<b>10 626</b>	<b>1 459 312</b>
1	Investissements directs	213 296	3 116	221 456
2	Investissements de portefeuille	13 250	226	8 622
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	249 836	1 432	310 668
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	103 950	-116	64 469
4.3	Prêts	127 841	15	230 897
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.5	Crédits commerciaux et avances	17 868	1 533	15 278
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	178	0	25
5	Avoirs de réserves	1 075 684	5 851	918 566
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	301 439	2 384	193 556
5.3	Position de réserve au FMI	23 786	3 468	19 168
6	Autres avoirs	750 459	0	705 841
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>10 200 031</b>	<b>8 264</b>	<b>11 222 563</b>
1	Investissements directs	5 111 661	443	5 714 055
2	Investissements de portefeuille	1 110 110	2 215	1 269 048
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	3 978 260	5 606	4 239 460
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	188 295	0	223 504
4.4	Prêts	3 295 773	3 692	3 690 734
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.6	Crédits commerciaux et avances	61 547	0	61 901
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	279 169	0	107 932
4.8	Droits de tirage spéciaux	153 475	1 914	155 389
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-8 647 964</b>	<b>2 363</b>	<b>-9 763 252</b>

Source : BCEAO

## Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2022

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>662 272</b>	<b>24 959</b>	<b>772 081</b>	<b>1 459 312</b>
1	Investissements directs	90 877	204	130 376	221 456
2	Investissements de portefeuille	2 042	5 309	1 270	8 622
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	254 107	19 446	37 116	310 668
5	Avoirs de réserves	315 246	0	603 319	918 566
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	193 556	193 556
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	19 168	19 168
6	Autres avoirs extérieurs	315 246	0	390 594	705 841
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>2 434 544</b>	<b>1 206 400</b>	<b>7 581 619</b>	<b>11 222 563</b>
1	Investissements directs	270 118	869 958	4 573 979	5 714 055
2	Investissements de portefeuille	1 229 489	197	39 362	1 269 048
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	934 937	336 245	2 968 278	4 239 460
	<b>Position extérieure globale nette</b>	<b>-1 772 273</b>	<b>-1 181 441</b>	<b>-6 809 538</b>	<b>-9 763 251,6</b>

Source : BCEAO

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 617 386	3 176 841	-1 559 455
1.A	. - - Biens et services	858 344	2 615 839	-1 757 495
1.A.a	. - - - Biens	652 600	1 822 430	-1 169 829
1.A.a.1	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	593 191	1 822 401	-1 229 209
1.A.a.1.1	. - - - - - Dont : Réexportations	77 400	0	77 400
1.A.a.2	. - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	29	-29
1.A.a.2.1	. - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	29	-29
1.A.a.2.2	. - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. - - - - Or non monétaire	59 409	0	59 409
1.A.b	. - - - Services	205 744	793 410	-587 665
1.A.b.1	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	11 897	1 862	10 035
1.A.b.1.1	. - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	11 897	1 862	10 035
1.A.b.2	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	3	47 376	-47 373
1.A.b.3	. - - - - Transport	23 207	495 346	-472 139
1.A.b.3.0	. - - - - - Pour tous les modes de transports	23 207	495 157	-471 950
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - Voyageurs	17 462	12 592	4 870
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	82	0	82
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - Fret	2 674	470 902	-468 228
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - Autres	3 071	11 663	-8 592
1.A.b.3.1	. - - - - - Transports maritimes	68	470 902	-470 835
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - Fret	0	470 902	-470 902
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - Autres	68	0	68
1.A.b.3.2	. - - - - - Transports aériens	7 264	10 985	-3 720
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - Voyageurs	4 261	10 985	-6 724
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - Fret	0	0	0
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - Autres	3 003	0	3 003
1.A.b.3.3	. - - - - - Autres modes de transport	15 875	13 270	2 605
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - Voyageurs	13 201	1 607	11 594
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	82	0	82
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - Fret	2 674	0	2 674
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - Autres	0	11 663	-11 663
1.A.b.3.4	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	188	-188
1.A.b.4	. - - - - Voyages	75 358	62 407	12 951
1.A.b.4.1	. - - - - - À titre professionnel	71 628	22 466	49 162
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - Autres	71 628	22 466	49 162
1.A.b.4.2	. - - - - - À titre personnel	3 730	39 941	-36 211
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - Santé	0	318	-318
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - Éducation	306	5 245	-4 939
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - Autres	3 424	34 378	-30 954

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	29 843	0	29 843
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	29 843	0	29 843
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	0	74 740	-74 740
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	74 740	-74 740
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	1 820	6 749	-4 929
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	0	1 892	-1 892
1.A.b.6.2	----- Réassurance	1 084	458	626
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	736	3 071	-2 335
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	1 328	-1 328
1.A.b.7	----- Services financiers	11 295	250	11 045
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	11 295	250	11 045
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	14	0	14
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	46 038	25 133	20 905
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	46 000	16 918	29 082
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	3	7 311	-7 309
1.A.b.9.3	----- Services d'information	36	904	-868
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	10 245	69 043	-58 798
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	9 780	-9 780
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	5 770	29 584	-23 814
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	4 475	29 679	-25 204
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	9 020	2 462	6 558
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	9 020	2 462	6 558
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	16 849	8 043	8 806
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	-- Revenu primaire	116 461	256 414	-139 953
1.B.1	---- Rémunération des salariés	67 805	54 285	13 520
1.B.2	---- Revenus des investissements	48 656	192 444	-143 788
1.B.2.1	----- Investissements directs	3 239	114 689	-111 451
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	1 702	97 926	-96 224
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	1 702	79 160	-77 457
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 523	77 721	-76 198
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	1 338	-1 338
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	179	101	78
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	18 766	-18 766
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	1 537	16 764	-15 227
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 041	6 890	-5 850
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	175	5 129	-4 954
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	321	4 745	-4 424
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	21 514	4 290	17 225
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	69	1 854	-1 785
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1	1 651	-1 650
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	68	203	-135
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	68	0	68
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	203	-203
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	21 446	2 436	19 010
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	6 121	207	5 914
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	15 325	2 229	13 096
1.B.2.3	.----- Autres investissements	23 903	73 465	-49 562
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	23 903	73 465	-49 562
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	9 685	-9 685
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	9 685	-9 685
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	-- Revenu secondaire	642 580	304 588	337 993
1.C.1	.---- Administrations publiques	135 654	456	135 198
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	56	-56
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	135 654	400	135 254
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	506 927	304 132	202 795
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	384 571	297 387	87 185
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	384 571	297 387	87 185
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	122 356	6 745	115 610
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	30	0	30
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	520	2 365	-1 845
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	2 600	158	2 442
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	41	4 077	-4 036
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	11 707	9	11 698
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	865	0	865
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	106 592	135	106 457
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	437 356	2 279	435 078
2.1	-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	1 640	1 652	-12
2.2	-- Transferts de capital	435 716	626	435 090
2.2.1	.---- Administration publique	378 500	0	378 500
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	378 500	0	378 500
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	57 216	626	56 590
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	57 216	626	56 590
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	2 054 742	3 179 119	-1 124 377
	. Compte financier	-102 986	1 014 854	-1 117 841
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-102 986	1 014 854	-1 117 841
3.1	-- Investissement direct	5 439	602 536	-597 097
3.1.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	6 283	48 362	-42 079
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	6 283	25 489	-19 206
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-99 444	28 516	-127 960
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	-2 169	-2 455	286
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	107 896	-572	108 468
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	0	22 873	-22 873
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.---- Instruments de dette	-844	554 174	-555 018



## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	218 329	-218 329
3.1.2.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	300	0	300
3.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	-1 144	335 846	-336 990
3.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	.----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	.-- Investissements de portefeuille	-4 855	156 723	-161 578
3.2.1	.--- Titres de participation et parts de fonds de placement	20	6 110	-6 090
3.2.1.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	4 112	-4 112
3.2.1.4	.----- Autres secteurs	20	1 998	-1 978
3.2.1.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	20	1 998	-1 978
3.2.1.0.1	.----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	.----- Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	.----- Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	.----- Réinvestissement des bénéficiaires	0	0	0
3.2.1.0.2.2	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	.--- Titres de créance	-4 875	150 613	-155 487
3.2.2.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.2.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0	150 613	-150 613
3.2.2.3.1	.----- À court terme	0	-108 130	108 130
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0	258 743	-258 743
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	-4 875	0	-4 875
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	-4 875	0	-4 875
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-4 875	0	-4 875
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	-4 875	0	-4 875
3.2.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	---- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	-- Autres investissements	59 399	255 595	-196 195
3.4.1	---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-39 365	35 210	-74 574
3.4.2.1	----- Banque centrale	0	5 335	-5 335
3.4.2.1.1	----- À court terme	0	5 335	-5 335
3.4.2.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-39 366	29 875	-69 241
3.4.2.2.0.1	----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	----- À court terme	-39 366	29 875	-69 241
3.4.2.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	----- Autres secteurs	1	0	1
3.4.2.4.0.1	----- À court terme	1	0	1
3.4.2.4.0.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.1	----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1	0	1
3.4.2.4.2.1	----- À court terme	1	0	1
3.4.2.4.2.2	----- À long terme	0	0	0
3.4.3	---- Prêts	103 041	391 268	-288 227
3.4.3.1	----- Banque centrale	0	51 038	-51 038
3.4.3.1.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	51 038	-51 038
3.4.3.1.2	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	103 193	-18 979	122 172
3.4.3.2.1	.----- À court terme	103 193	-20 707	123 900
3.4.3.2.2	.----- À long terme	0	1 728	-1 728
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	342 700	-342 700
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	-29 613	29 613
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	372 313	-372 313
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	-152	16 509	-16 661
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	-152	35 827	-35 979
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0	-19 317	19 317
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-152	16 509	-16 661
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	-152	35 827	-35 979
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0	-19 317	19 317
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	0
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	0	0	0
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	-4 124	354	-4 478
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	-4 124	354	-4 478
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	-4 107	-717	-3 390
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	-17	1 071	-1 088

## Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2022 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	-17	4	-21
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0	4	-4
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	-17	0	-17
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-4 107	350	-4 457
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	-4 107	-720	-3 387
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	0	1 071	-1 071
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-153	-171 237	171 084
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	-168 065	168 065
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	-168 065	168 065
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-153	-937	784
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-153	-937	784
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	0	-2 235	2 235
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	0	-2 235	2 235
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	4	-4
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	4	-4
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-2 239	2 239
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0	-2 235	2 235
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	0	-4	4
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	-162 970	0	-162 970
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	-110 266	0	-110 266
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	-8 086	0	-8 086
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	-44 619	0	-44 619
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-44 619	0	-44 619
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-3 958	0	-3 958
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	-40 661	0	-40 661
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-2 157 729	-2 164 265	6 536

Source : BCEAO

**Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2022 à partir des statistiques officielles**  
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 317,5	9 107,1	7,0	45 305,6	10 829,1	912,7	22 286,2	94 765,0
	Burkina	6 383,5		73 072	17,3	188 581,2	18 638,1	9 542,4	23 770,7	320 005,0
	Côte d'Ivoire	39 018,1	525 722,1		1 053	920 080,3	71 058,9	112 783,0	53 697,4	1 723 412,9
	Guinée-Bissau	0,0	12,8	0,0		324	0,0	312,4	2 111,4	2 760,5
	Mali	1 255,8	31 249,3	31 354,7	325,4		2 771	37 359,1	4 041,8	108 357,3
	Niger	9 980,4	15 306,9	5 387,5	0,0	50 220,9		9 222	1 828,7	91 946,6
	Sénégal	17 436,3	35 421,9	119 066,1	65 342,2	715 128,5	14 667,7		52 359	1 019 421,2
	Togo	103 656,9	114 652,7	71 236,1	76,9	75 076,9	38 455,4	32 601,8		435 757
	UEMOA	<b>177 730,9</b>	<b>728 683,3</b>	<b>309 223,4</b>	<b>66 821,9</b>	<b>1 994 717,4</b>	<b>156 420,3</b>	<b>202 733,5</b>	<b>160 094,6</b>	<b>3 796 425,2</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2022**  
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	1 881,1	1 689,9	51,0	1 063,5	16 269,7	43,7	11 302,0	32 301,0
	Burkina	4 178,4	0,0	18 341	0,0	20 585,1	369,8	69,9	1 132,8	44 677,1
	Côte d'Ivoire	1 274,6	5 349,6	0,0	153	0,0	0,0	3 224,7	0,0	10 001,7
	Guinée-Bissau	1,6	0,0	0,0	0,0		0,0	2 958,3	0,0	2 959,9
	Mali	12 199,0	725,2	574,5	204,6	0,0	5 412	51 454,8	8 372,9	78 942,5
	Niger	9 641,7	943,1	104,0	0,0	7 201,6	0,0	179	6 615,1	24 684,9
	Sénégal	705,7	1 080,1	1 014,8	1 132,4	0,0	259,8	0,0	57	4 250,1
	Togo	573,3	3 037,5	1 973,1	77,7	702,5	702,5	0,0	0,0	7 066
	UEMOA	<b>28 574,2</b>	<b>13 016,5</b>	<b>23 697,4</b>	<b>1 618,5</b>	<b>29 552,6</b>	<b>23 013,3</b>	<b>57 930,9</b>	<b>27 480,1</b>	<b>204 883,5</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2022**

60

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	8 198,6	10 797,0	58,0	46 369,1	27 098,7	956,4	33 588,2	127 066,0
	Burkina	10 561,8	0,0	91 413	17,3	209 166,3	19 008,0	9 612,3	24 903,4	364 682,1
	Côte d'Ivoire	40 292,7	531 071,7	0,0	1 206	920 080,3	71 058,9	116 007,7	53 697,4	1 733 414,6
	Guinée-Bissau	1,6	12,8	0,0	0,0	324	0,0	3 270,7	2 111,4	5 720,4
	Mali	13 454,8	31 974,5	31 929,3	530,0	0,0	8 183	88 814,0	12 414,7	187 299,8
	Niger	19 622,1	16 250,1	5 491,5	0,0	57 422,5	0,0	9 402	8 443,7	116 631,5
	Sénégal	18 142,0	36 502,0	120 080,9	66 474,6	715 128,5	14 927,6	0,0	52 416	1 023 671,3
	Togo	104 230,1	117 690,2	73 209,2	154,6	75 779,3	39 157,9	32 601,8	0,0	442 823
	UEMOA	<b>206 305,0</b>	<b>741 699,8</b>	<b>332 920,8</b>	<b>68 440,5</b>	<b>2 024 270,0</b>	<b>179 433,6</b>	<b>260 664,4</b>	<b>187 574,6</b>	<b>4 001 308,8</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021**

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	14 930,0	8 536,2	1,4	18 545,9	40 463,7	1 324,9	18 802,0	102 604,0
	Burkina	7 723,0	0,0	35 438	55,9	64 852,0	18 678,7	6 493,0	21 005,3	154 245,6
	Côte d'Ivoire	31 228,3	351 553,5	0,0	1 112	500 783,4	70 584,9	85 972,4	30 940,3	1 072 174,6
	Guinée-Bissau	1,4	19,4	746,0	0,0	428	0,0	3 946,8	292,5	5 434,3
	Mali	12 299,0	40 189,5	71 624,0	428,3	0,0	23 953	127 881,1	9 809,8	286 184,6
	Niger	15 182,3	59 759,2	6 685,4	0,0	83 940,8	0,0	571	6 790,5	172 929,2
	Sénégal	16 649,6	37 140,0	124 726,2	47 901,7	601 624,6	13 297,9	0,0	14 869	856 208,7
	Togo	105 904,5	106 422,1	49 611,0	358,5	66 790,8	50 345,6	34 521,8	0,0	413 954
	UEMOA	<b>188 988,0</b>	<b>610 013,7</b>	<b>297 366,3</b>	<b>49 857,5</b>	<b>1 336 965,7</b>	<b>217 323,8</b>	<b>260 711,0</b>	<b>102 509,1</b>	<b>3 063 735,0</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

## Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2022

( en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 669,2	1 228,7	256,9	802,4	4 366,4	5 265,9	8 536,4	<b>24 125,9</b>
	Burkina	23 054,7		8 666,8	164,3	3 734,8	4 197,5	4 821,1	12 734,9	<b>57 374,1</b>
	Côte d'Ivoire	33 219,8	36 997,8		143,0	3 726,7	4 939,2	2 950,5	16 027,7	<b>98 004,6</b>
	Guinée-Bissau	7,2	19,2	31,5		46,1	37,6	5 813,3	6,7	<b>5 961,8</b>
	Mali	3 821,2	12 841,2	11 285,6	1 520,4		3 289,2	4 980,6	4 872,9	<b>42 611,1</b>
	Niger	5 559,8	2 818,1	972,6	52,6	1 502,6		7 112,9	2 721,8	<b>20 740,5</b>
	Sénégal	2 525,0	6 556,1	2 639,2	1 826,8	3 468,8	1 345,5		1 098,8	<b>19 460,2</b>
	Togo	23 287,1	2 164,8	592,9	173,2	701,1	2 550,2	7 405,6		<b>36 874,8</b>
	UEMOA	<b>91 474,9</b>	<b>65 066,4</b>	<b>25 417,3</b>	<b>4 137,2</b>	<b>13 982,4</b>	<b>20 725,7</b>	<b>38 350,0</b>	<b>45 999,2</b>	<b>305 153,0</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

## Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

( en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 412,6	1 228,7	169,2	891,5	2 288,9	2 719,6	8 086,7	<b>18 797,2</b>
	Burkina	14 040,8		9 170,0	108,3	2 998,5	4 197,5	3 063,5	10 780,2	<b>44 358,7</b>
	Côte d'Ivoire	22 653,4	27 118,6		94,2	4 968,9	4 939,2	5 500,7	17 739,6	<b>83 014,6</b>
	Guinée-Bissau	7,0	13,0	37,3		57,7	37,6	3 067,5	9,9	<b>3 230,1</b>
	Mali	5 896,2	8 390,1	8 861,5	1 001,6		3 942,0	4 418,0	3 706,2	<b>36 215,6</b>
	Niger	5 559,8	1 894,2	4 709,4	34,6	1 009,1		4 519,8	2 721,8	<b>20 448,8</b>
	Sénégal	1 631,9	4 257,2	1 705,7	1 180,6	4 625,0	1 345,5		710,1	<b>15 456,0</b>
	Togo	19 742,2	2 400,9	258,9	114,1	779,0	2 550,2	4 705,8		<b>30 551,1</b>
	UEMOA	<b>69 531,3</b>	<b>47 486,7</b>	<b>25 971,5</b>	<b>2 702,6</b>	<b>15 329,7</b>	<b>19 300,9</b>	<b>27 994,9</b>	<b>43 754,6</b>	<b>252 072,0</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**Annexe 2.7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2022**

( en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		4 960,7	9 505,7	141,0	1 699,1	10 821,6	6 943,0	5 251,2	<b>39 322,3</b>
	Burkina	11 614,1		17 206,2	43,6	21 843,5	6 225,8	7 753,0	15 153,9	<b>79 840,1</b>
	Côte d'Ivoire	40 629,2	60 783,7		619,7	70 896,5	13 804,3	52 295,2	41 776,2	<b>280 805,0</b>
	Guinée-Bissau	290,7	114,8	548,2		1 448,8	804,6	8 325,2	941,9	<b>12 474,1</b>
	Mali	4 032,7	21 994,2	22 323,1	79,6		9 000,6	19 506,9	6 520,3	<b>83 457,5</b>
	Niger	4 854,4	4 322,6	1 305,3	50,9	16 439,0		7 061,0	6 265,9	<b>40 299,1</b>
	Sénégal	4 532,3	14 221,7	26 996,2	1 713,8	33 394,1	7 681,9		6 482,4	<b>95 022,4</b>
	Togo	5 265,0	3 784,8	6 550,1	212,9	1 145,8	8 989,7	6 482,2		<b>32 430,4</b>
	UEMOA	<b>71 218,4</b>	<b>110 182,4</b>	<b>84 434,8</b>	<b>2 861,6</b>	<b>146 866,8</b>	<b>57 328,5</b>	<b>108 366,5</b>	<b>82 391,8</b>	<b>663 650,9</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**Annexe 2.8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021**

( en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431,0	8 122,4	138,0	1 518,9	10 248,4	5 689,7	4 754,4	<b>33 902,8</b>
	Burkina	6 338,8		20 090,2	25,8	14 612,4	9 049,8	16 376,0	11 902,8	<b>78 395,7</b>
	Côte d'Ivoire	15 779,4	48 074,8		530,3	63 521,6	11 418,7	41 116,8	39 393,2	<b>219 834,7</b>
	Guinée-Bissau	383,8	77,8	570,8		887,3	633,2	5 901,1	352,7	<b>8 806,8</b>
	Mali	5 981,4	12 504,1	18 240,3	52,1		9 023,0	23 993,5	10 869,5	<b>80 664,0</b>
	Niger	6 959,7	2 478,0	6 759,6	78,1	4 925,2		4 650,8	7 940,5	<b>33 791,9</b>
	Sénégal	6 303,5	4 333,1	22 890,0	1 213,7	23 774,2	7 998,4		5 666,8	<b>72 179,7</b>
	Togo	3 327,8	3 589,5	6 485,0	204,8	2 402,4	8 608,9	5 091,4		<b>29 709,6</b>
	UEMOA	<b>45 074,3</b>	<b>74 488,3</b>	<b>83 158,3</b>	<b>2 242,8</b>	<b>111 641,9</b>	<b>56 980,5</b>	<b>102 819,4</b>	<b>80 879,8</b>	<b>557 285,2</b>

Source : Cellule sous régionale de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



### **Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements**

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5<sup>ème</sup> édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
<p><b>Compte des transactions courantes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Biens</li> <li>Services</li> <li>Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>).</li> <li>Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants»</i>)</li> </ul> <p><b>Compte de capital</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition et cession d'actifs non produits</li> <li>Transferts en capital</li> </ul> <p><b>Compte financier</b> (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Investissements directs</li> <li>Investissements de portefeuille</li> <li>Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>)</li> <li>Autres investissements</li> <li>Avoirs de réserve.</li> </ul>

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

#### **Compte des biens et services**

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

#### **Compte de revenu primaire**

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

#### **Compte de revenu secondaire**

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opérée une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

### **Compte de capital**

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

### **Compte financier**

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5<sup>ème</sup> édition.

## **III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)**

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

## **Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé**

### **1. Caractéristiques du commerce non contrôlé**

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignon, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,..) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

### **2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé**

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, qui a séjourné à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers.



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)